

Comptes
annuels

HÁ MAIS DE 60 ANOS
A CONSTRUIR O AMANHÃ

CONDURIL.PT



2022





Registre du commerce et des sociétés de Valongo

Capital social : 9 000 000 euros

NIF (équivalent au SIREN) : 500 070 210

Permis de construction n° 568

**Em memória do
Senhor Engenheiro Amorim Martins,
Mestre e amigo**

*agora que o manto da eternidade
pelas mãos dos Deuses tricotado
repousa sobre o seu corpo sereno
ainda frágil e delicado*

*só seremos dignos de navegar
com confiança e com saudade
pelas águas livres do seu legado
se com a corajosa força de outrora
mantivermos o rumo traçado
aproveitando os ventos da tempestade
que acendem a noite em rósea Aurora*

Ricardo Guimarães

Sommaire

CHAP. 01



CHAP. 02



Conduril

Rapport
de gestion

04

12

Comptes annuels
2022



CHAP. 03



CHAP. 04



CHAP. 05

États financiers
et annexe

22



Rapport et avis
du Conseil de
surveillance

76



Certification légale
des comptes

80






Portugal



Conduril



CHAP. 01



« Il n'est pas
de vent
favorable
pour celui qui
ne sait pas
où il va »
Sénèque

Message
de la
présidente
du Comité
exécutif



Conduril est en deuil. Le président du Conseil d'administration, M. António Luís Amorim Martins, à la tête de Conduril depuis 1970, est décédé.

Au cours de ces 53 ans dédiés au développement du groupe Conduril, il a créé un ensemble d'entreprises du domaine du secteur du bâtiment fortement implanté au Portugal et en Afrique dont la crédibilité est reconnue sur le marché.

Ce dirigeant visionnaire sera toujours une personnalité incontournable du secteur et du monde des affaires portugais, le Prix AEP « Carrière – Entrepreneur » lui ayant été décerné en septembre 2022.

Nous exprimons notre gratitude profonde et sincère pour les enseignements dispensés et le travail développé. Nous poursuivrons notre mission en harmonie avec l'héritage qu'il nous a laissé.

Benedita Amorim Martins
Présidente du Comité exécutif

Nous construisons le futur depuis plus de 60 ans

1959

Fondation
de Conduril
- Construtora
Duriense, Lda.

1974

Création du
Laboratoire
central de
Conduril

1990

Admission à la
négociation à
la bourse de
valeurs

Angola

2004

Maroc

1997

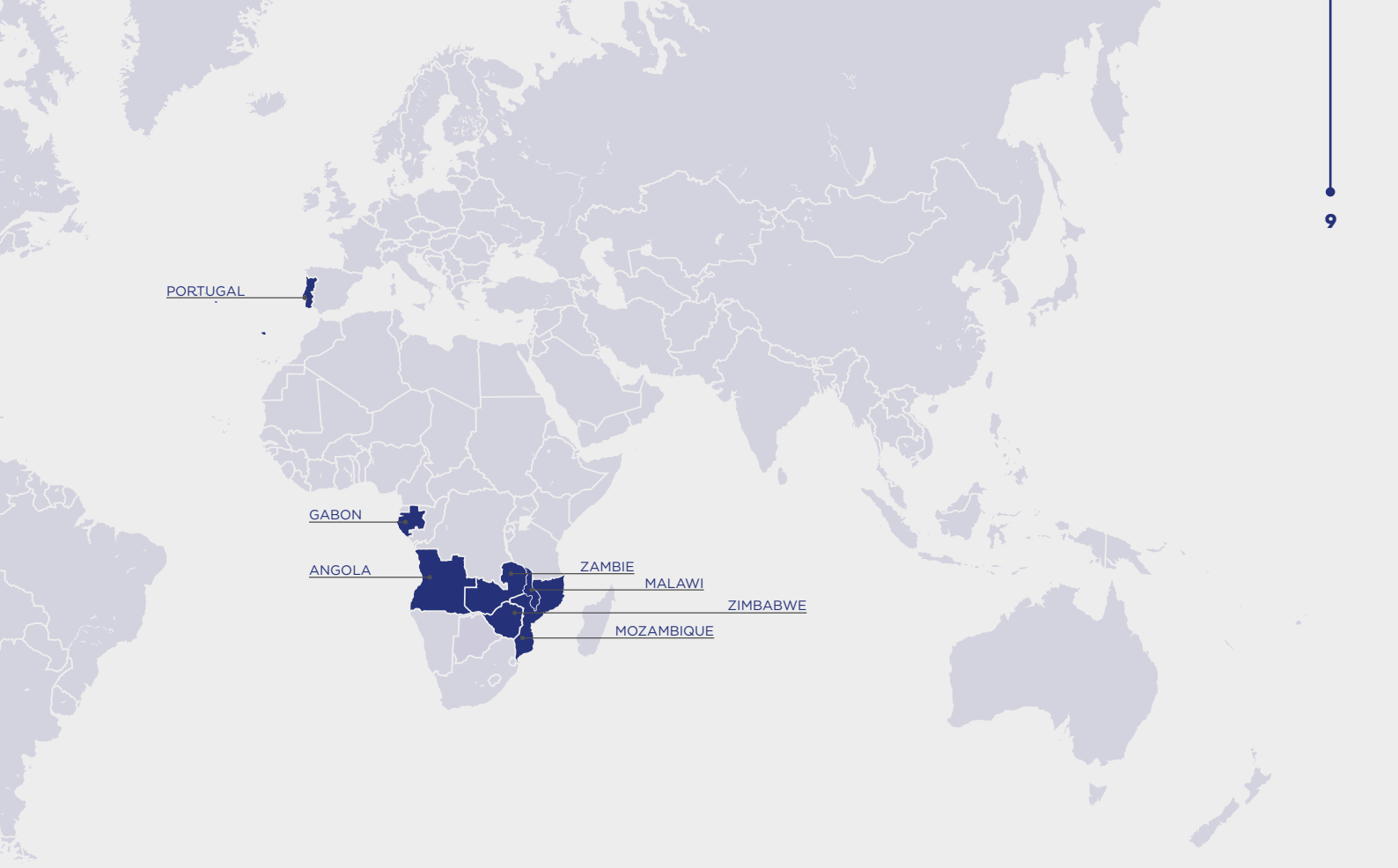
Mozambique

1976

Transformation
en société
anonyme
(S.A.R.L.)

1970

Acquisition
par les
actionnaires
de référence



2008

« Meilleure entreprise du secteur de la construction » (Magazine Exame)

Botswana

2010

« Meilleure entreprise du secteur de la construction » (Magazine Exame)

Espagne

2013

Sénégal et
Zambie

2015

« Meilleure entreprise du secteur de la construction » (Magazine Exame)

Gabon

2009

« Entreprise de l'année » (Magazine Exame)

« Meilleure entreprise du secteur de la construction » (Magazine Exame)

2011

Modification de la raison sociale en « Conduril - Engenharia, S.A. »

Cabo Verde

2014

« Meilleure entreprise du secteur de la construction » (Magazine Exame)

Malawi

2019

Zimbabwe



Vision

Conduril développe toute son activité dans le domaine du génie civil et son objectif principal, que ce soit en termes techniques ou économiques, est d'être (et d'être reconnue par le marché en tant que telle) l'une des meilleures entreprises portugaises d'ingénierie tout en ayant en simultané les caractéristiques suivantes :

- Être une grande entreprise à l'échelle nationale sur le plan technique et économique, capable de répondre à tout chantier de génie civil, aussi bien au Portugal qu'à l'étranger.
- Être, en termes de nombre total de personnes en activité, au niveau national, une entreprise de taille moyenne, flexible, capable de répondre aux différentes demandes du marché et dotée d'une grande capacité technique capable, avant toute chose, de constituer une base solide pour soutenir ses activités à l'étranger.

Mission

Notre mission est de créer une richesse durable pour nos actionnaires et la durabilité des meilleures conditions de travail pour nos collaborateurs, ainsi que leur satisfaction, en tant que premier vecteur de notre responsabilité sociale.

Valeurs

Nous pensons que nous ne pouvons créer de la valeur et de la richesse, c'est-à-dire gagner, que de la bonne manière : avec franchise, confiance et responsabilité fondées sur une culture de l'intégrité, synonyme d'honnêteté, de transparence, de justice et d'un strict respect des règles et des règlements. Ce sont nos valeurs et les fondements de tous nos principes.

Organes sociaux

Bureau de l'Assemblée générale

Crisóstomo Aquino de Barros (président)
Amadeu Augusto Vinhas
Filipa Bastos Pinho Ferreira Lemos

Conseil d'administration

António Luís Amorim Martins (président)
Maria Benedita Andrade de Amorim Martins
Maria Luísa Andrade Amorim Martins
António Baraças Andrade Miragaia
António Emanuel Lemos Catarino
Jorge Lúcio Teixeira de Castro
Miguel José Alves Montenegro de Andrade
Ricardo Nuno Araújo Abreu Vaz Guimarães

Comité exécutif

Maria Benedita Andrade de Amorim Martins (PDG)
Maria Luísa Andrade Amorim Martins (vice-PDG et DAF)
António Baraças Andrade Miragaia
António Emanuel Lemos Catarino
Jorge Lúcio Teixeira de Castro
Miguel José Alves Montenegro de Andrade
Ricardo Nuno Araújo Abreu Vaz Guimarães

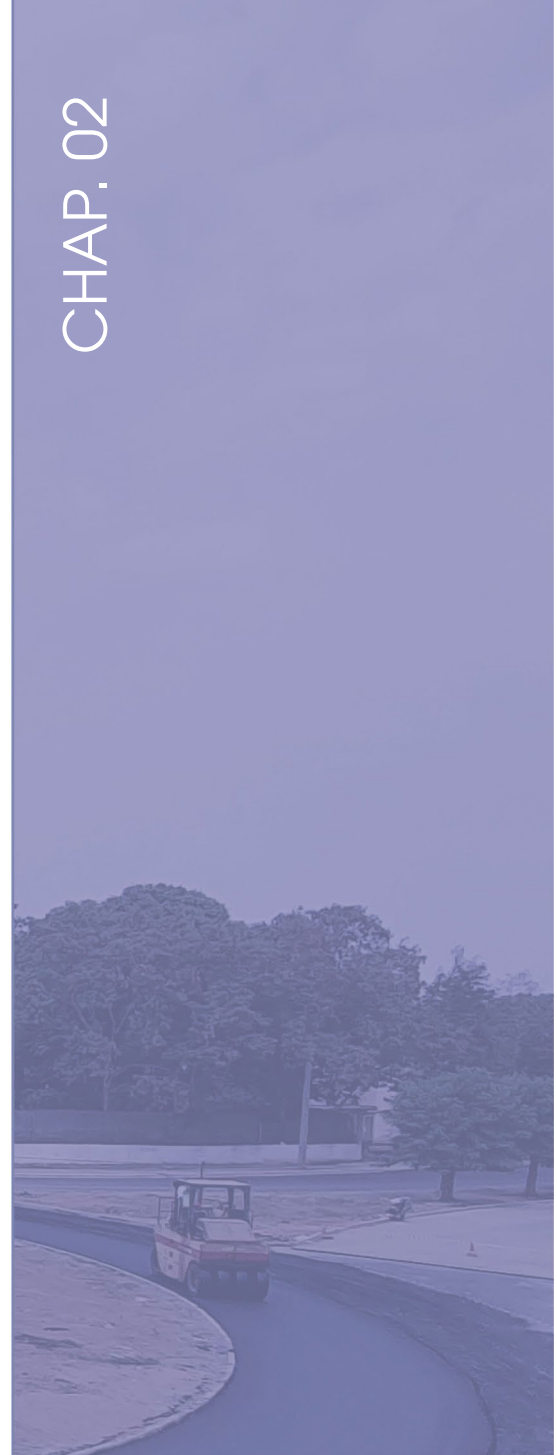
Conseil de surveillance

Júlio Gales Ferreira Pinto (président)
Deolinda Paula Baptista Nunes
Jorge Manuel Silva Tavares
Alberto Luciano Costa Santos Rolo (suppléant)

Cabinet d'audit

Crowe & Associados, SROC, Lda.
Représenté par
Ana Raquel B. L. Esperança Sismeiro
João Miguel Neiva de Oliveira Coelho Pires (suppléant)





CHAP. 02

Rapport
de gestion





Rapport de gestion

Conformément aux statuts et dispositions légales applicables, le Conseil d'administration de Conduril - Engenharia, S.A. présente et soumet à l'appréciation de l'Assemblée générale d'actionnaires le rapport de gestion, les comptes de la période et les autres documents de reddition des comptes concernant l'exercice de 2022.

1.

Le contexte mondial des dernières années a apporté une hausse très significative d'incertitudes et de nouvelles réalités auxquelles les acteurs économiques ont dû faire face et auxquelles ils ont dû s'adapter. L'année 2022 était attendue comme un tournant et un point de reprise au niveau mondial.

Néanmoins, certaines tendances qui commençaient déjà à se faire sentir depuis le dernier trimestre de 2021 ont été aggravées par le conflit armé déclenché par l'invasion de l'Ukraine par la Russie le 24 février 2022 : une hausse significative des prix, en particulier en matière énergétique et de la généralité des matières premières, suite à la combinaison de plusieurs facteurs, tels que la pénurie de matières premières, la disruption des chaînes d'approvisionnement et la crise énergétique.

Afin de tenter de réduire la demande intérieure pour contrôler les taux d'inflation élevés, ressentis dans les principaux secteurs économiques mondiaux, les banques centrales respectives ont adopté des mesures pour augmenter les taux d'intérêt directeurs, ce qui a entraîné des conséquences directes sur les coûts de financement.

Le ralentissement économique s'est inévitablement installé dans les principales économies et la forte croissance ressentie en 2022 a donné lieu à une décélération qui se poursuivra en 2023.

Le Portugal n'a pas fait exception et, après avoir atteint en 2022 le taux de croissance du PIB réel le plus élevé des 35 dernières années, il a également connu le taux d'inflation le plus élevé depuis 1992. Il y a une forte possibilité d'essouffement de l'activité économique et la prévision du taux de croissance du produit intérieur brut (PIB) pour 2023 ne dépasse pas 1 %.

Le continent africain a quant à lui été frappé par une convergence de chocs : une demande extérieure plus basse, une forte augmentation de l'inflation globale aggravée par des monnaies nationales plus faibles par rapport au dollar, des coûts de financements plus élevés et des événements climatiques adverses. Par conséquent, afin de lutter contre la hausse du coût des intérêts et de maintenir la viabilité de leurs dettes, ces pays sont obligés de continuer leurs processus d'assainissement budgétaire, le rétablissement complet à des valeurs antérieures à la crise pandémique restant menacé.

	TAUX DE CROISSANCE DU PIB RÉEL			TAUX D'INFLATION		
	2023 PRÉVU	2022 ESTIMÉ	2021	2023 PRÉVU	2022 ESTIMÉ	2021
Monde	1,9 %	3,0 %	5,8 %			
Portugal	0,5 %	6,6 %	4,9 %	6,2 %	8,0 %	0,9 %
Angola	2,9 %	2,9 %	0,8 %	11,8 %	21,7 %	25,8 %
Mozambique	5,0 %	4,0 %	2,3 %	8,9 %	11,3 %	5,7 %
Malawi	2,8 %	1,4 %	3,6 %	16,6 %	18,4 %	9,3 %
Zambie	3,9 %	2,6 %	3,9 %	9,7 %	12,5 %	22,0 %
Zimbabwe	2,9 %	3,0 %	6,3 %	204,8 %	284,9 %	98,5 %
Gabon	3,4 %	3,0 %	1,5 %	3,2 %	3,5 %	1,1 %

Source : Rapport des Nations Unies sur la situation et les perspectives de l'économie mondiale 2023

Malgré toutes les contraintes qui ont affecté transversalement l'activité économique, le secteur du bâtiment a présenté des comportements différents selon les zones géographiques dans lesquelles Conduril opère :

- au Portugal, la construction a été considérée comme une activité essentielle et, par conséquent, ce secteur a démontré une grande résilience et une évolution positive. Le secteur profite du grand nombre d'attributions qui ont eu lieu en 2020 et en 2021, un plus grand dynamisme étant prévu pour 2023 suite aux investissements planifiés dans le Plan de relance et de résilience (PRR) et le programme Portugal 2020 qui est actuellement dans sa phase finale ;

→ ces dernières années, le marché africain a enregistré une importante réduction de projets, en raison du faible niveau de financement extérieur et intérieur visant à soutenir les coûts de la transformation désirée des infrastructures. Par conséquent, la compétition est de plus en plus forte entre les entreprises (surtout étrangères), ce qui entraîne une chute sévère des prix à la suite de la réduction des marges, voire même des sacrifices au niveau des coûts.

2.

L'élan ressenti par le secteur du bâtiment au Portugal a également été ressenti par Conduril. Le marché national a connu une augmentation du chiffre d'affaires de 40 % face à l'année précédente, une croissance similaire à celle du marché africain, et continue de représenter 66 % de l'activité de l'entreprise.

L'augmentation importante du chiffre d'affaires s'est alliée à une grande amélioration des indicateurs économiques et financiers, ce qui démontre une croissance durable et la solidité du muscle financier de l'entreprise, qui sont essentielles pour faire face aux périodes difficiles vécues et pour assurer la pérennité de Conduril.

INDICATEURS	2022	2021	2020
Actif (€)	387 663 604	382 189 454	386 854 139
Passif (€)	179 705 445	186 892 964	208 576 165
Capitaux propres (€)	207 958 159	195 296 491	178 277 974
Endettement net (€)	991 561	-4 041 067	11 697 764
Chiffre d'affaires (€)	202 141 846	144 821 851	110 964 706
VAB (€)	75 480 240	58 774 773	45 919 661
EBE (€)	26 068 762	17 370 648	11 536 107
Résultat net de l'exercice (€)	7 238 296	5 782 682	1 136 131
Autonomie financière	54 %	51 %	46 %
Liquidité générale	211 %	191 %	159 %
Ratio de solvabilité	116 %	104 %	85 %

Au Portugal, des étapes critiques ont été atteintes dans les travaux en cours : le couronnement a été réalisé dans le barrage et la centrale d'exploitation hydroélectrique de l'Alto Tâmega et l'exécution structurelle de la 3^e phase de l'agrandissement de la jetée Est du Port de Sines s'est achevée. Il convient également de souligner les nouveaux chantiers remportés, d'une part, dans le cadre du projet Sines 4.0 concernant la construction d'un mégacentre de données à Sines et, de l'autre, la poursuite des travaux en cours dans les voies ferrées.

L'année 2022 a été un tournant décisif en Angola, quoiqu'encore fragile, vers une trajectoire de croissance et de stabilité. Le processus électoral survenu en août a fortement contribué à cela, en accroissant la crédibilité internationale du système démocratique de ce pays. Dans ce contexte, Conduril a remporté quelques travaux publics nouveaux, notamment auprès du gouvernement provincial de Benguela et du Ministère des Travaux publics.

L'activité de Conduril au Mozambique traverse quant à elle une stagnation substantielle, en raison des difficultés ressenties par le pays. L'instabilité associée au risque terroriste



Portugal >

au nord du pays a eu pour conséquence principale l'arrêt d'un projet majeur de gaz naturel, l'apaisement à court terme de cette zone étant attendu avec impatience.

L'intervention du Fonds monétaire international (FMI) en Zambie a apaisé les marchés et les investisseurs, ce qui, conjugué avec les prix élevés des matières premières, comme c'est le cas du cuivre, ouvre des perspectives encourageantes pour le pays et pour Conduril. Les travaux de réhabilitation et d'extension du réseau de distribution d'eau et des égouts à Mufulira, bénéficiant d'un financement international, et les travaux de réhabilitation et de fermeture de barrages, également à Mufulira, pour le compte du Ministère des Mines, ont été remportés en 2022, ce qui favorise le développement et la présence sur ce marché dans les années à venir.

Au Malawi, bien qu'aucun nouveau projet n'ait été remporté, celui qui est en cours – la construction d'une partie du canal d'irrigation de la Vallée de Shire – a connu un rythme de production considérable.

Au Gabon, après l'achèvement des travaux de drainage à Libreville, l'entreprise a consolidé sa présence sur ce marché avec l'exécution d'un ouvrage d'approvisionnement en eau, qui progresse comme prévu.

Face à la pénurie de projets et à l'instabilité économique que le Zimbabwe traverse, Conduril a revu sa présence dans ce pays et a décidé d'y mettre fin.

3.

Depuis sa création, Conduril a inscrit son engagement envers la responsabilité sociale de ses collaborateurs et actionnaires dans sa mission. En 2022, consciente de son impact sur la société et l'environnement, l'entreprise a décidé d'aller plus loin et, alignée sur l'engagement de l'Organisation des Nations Unies (ONU) en matière des pratiques ESG (environnementales, sociales et de bonne gouvernance), a défini sa Politique de Responsabilité Sociale d'Entreprise et intégré dans sa stratégie d'entreprise les Objectifs de développement durable (ODD), en formalisant son premier Rapport de Durabilité.

Concernant l'engagement pris pour assurer le bien-être de ses 2 800 collaborateurs, l'entreprise essaie de pratiquer une politique équitable en matière de rémunération et de promouvoir l'équilibre entre le travail et la vie privée de chacun, en offrant une ambiance de travail sûre et saine, ainsi qu'une large couverture d'assurance santé, tout en préservant la durabilité de son fonds de pension, dont la valeur s'élevait à 10,3 millions d'euros à la fin 2022.

La mise en place d'un outil de gestion continue des performances, selon des paramètres plus objectifs, systématisés et clairs, a été également achevée cette même année et a permis de renforcer le développement des carrières internes, de promouvoir activement l'évolution des salariés et de leur offrir de nouvelles opportunités, tout en contribuant à la croissance des collaborateurs de l'univers Conduril.

Le pari sur la formation a toujours orienté les actions de l'entreprise sur la promotion du développement de ses collaborateurs. Bien que les heures de formation dispensées en 2022 ne reflètent pas encore totalement cet effort – il y a encore trop de limitations en Angola suite à la pandémie de COVID-19 –, plus de 14 000 heures de formation ont été dispensées, soit un investissement de 148 000 euros. La contribution au développement du milieu où Conduril est intégrée, à travers les programmes de bourses universitaires, promus par Conduril Academy, a permis de soutenir 25 boursiers, dont 3 ont obtenu leurs licences en 2022.

4.

Afin d'assurer que sa politique d'action est transversale aux différentes zones géographiques où l'entreprise opère, Conduril a également obtenu la certification de son Système intégré de gestion de la qualité, de la sécurité et de l'environnement aux Açores, en 2022.

Dans un souci constant d'assurer l'amélioration et la sécurité de ses procédures, Conduril a commencé, en 2022, à préparer la certification en matière de gestion de la sécurité de l'information, conformément à la norme ISO 27001, dont le processus doit s'achever au cours du 1^{er} semestre 2023. Dans ce domaine également, afin d'assurer la sauvegarde des informations, un actif essentiel pour toutes les entreprises, des audits de sécurité informatique ont été réalisés dans les différentes installations de Conduril et tous les efforts ont été mis en œuvre pour atténuer les éventuelles faiblesses détectées.

La reconnaissance de la qualité des processus mis en place chez Conduril a été confirmée, en 2022, au niveau du Laboratoire central de matériaux du Mozambique qui, au-delà de l'audit de l'APCER (agence portugaise de certification), a été accrédité par l'IPAC (institut portugais d'accréditation) selon la norme NP EN ISO/IEC 17025.



Angola >

La politique d'investissement et de renforcement de la capacité de production n'a pas non plus été négligée et le gros effort entrepris au cours des dernières années a été poursuivi : l'investissement de 4 millions d'euros dans les immobilisations réalisé en 2022 s'est ajouté aux 50 millions des trois dernières années.

5.

Dans le cadre de son action et de sa gouvernance d'entreprise, Conduril a toujours cherché à s'inspirer des meilleures pratiques.

En 2022, en articulation avec les autres instruments internes déjà pleinement enracinés, à savoir le Code de Conduite (Éthique et Bonnes pratiques) et le Règlement Intérieur, un Programme de conformité réglementaire en matière de prévention et de lutte contre la corruption a été mis en œuvre. La mise en place conjuguée de ces ressources contribuera au respect total de la législation et de la réglementation applicables, notamment dans le cadre de la lutte contre les comportements illicites qualifiés de corruption ou assimilés, mais également à l'application de mesures faisant obstacle à ces comportements et permettant la dénonciation de ceux-ci et la responsabilisation de ceux qui ne respectent pas les principes d'éthique, de rigueur, de transparence et de responsabilité régissant l'activité de Conduril.

L'exposition accrue de l'entreprise, en raison de la multiplicité de géographies où elle est présente, l'oblige à accorder une attention redoublée aux risques multiples, pas toujours prévisibles, auxquels elle est confrontée. Dans ce contexte, consciente de l'importance de créer un système efficace pour identifier les risques, assurer leur évaluation, les surveiller et mettre en place des mesures de gestion, que ce soit à travers la mitigation, le transfert, voire même l'acceptation, Conduril s'engage à garantir l'harmonisation et la convergence continue de sa politique interne de gestion des risques avec ses objectifs stratégiques.

6.

Les difficultés ressenties par le secteur du bâtiment tout au long de sa chaîne productive devront s'aggraver en 2023, en raison du manque de matières premières et de main-d'œuvre, mais également de l'augmentation générale des prix et des coûts de financement, auxquels s'ajoute aussi l'enjeu de la recherche de modèles plus durables.

Toutefois, l'année 2023 offre également des perspectives favorables qui s'ajoutent au carnet de commandes actuel, à hauteur de 520 millions d'euros :

- au Portugal, un niveau record d'investissement dans les infrastructures publiques et privées est prévu. Dans le secteur public, plusieurs travaux seront lancés, notamment la réhabilitation des itinéraires principaux n° 3 (IP3) et n° 8 (IP8), le barrage de Pisão, la ligne Rubis du métro de Porto et les lignes Rouge et Violet du métro de Lisbonne, ainsi que d'autres investissements dans les infrastructures d'eaux, agricoles et portuaires. Le dernier trimestre marquera le lancement de la procédure de passation du partenariat public-privé du réseau ferroviaire à grande vitesse, bien que la passation et le début des travaux n'aient lieu qu'en 2024. Au niveau privé, l'investissement dans le secteur énergétique est le plus significatif, avec le démarrage des investissements de l'exploitation du lithium et de la production de l'hydrogène vert, en plus de la poursuite de l'investissement dans le centre de données de Sines ;
- en Afrique, la stabilité politique et économique souhaitée semble commencer à porter ses fruits, avec une hausse des appels d'offres de travaux publics et privés. Il y a des perspectives très positives pour Conduril concernant l'obtention de nouveaux travaux et même de nouveaux marchés, le financement international étant assuré, avec une croissance prévue du chiffre d'affaires de 20 %.

7.

Autres informations :

- a)** Conduril détient des succursales en Angola, au Mozambique, à Cabo Verde, en Zambie, au Malawi et au Maroc. La succursale du Gabon est devenue une filiale au cours du second semestre 2021.
- b)** Il n'y a aucune dette envers l'État ou tout autre organisme public, y compris la Sécurité Sociale.
- c)** Le capital social, composé de 1 800 000 actions ordinaires d'une valeur nominale de 5 euros chacune, est entièrement souscrit et libéré.

d) Suite aux délibérations approuvées lors de l'Assemblée générale du 20 avril 2022, Conduril a procédé au retrait des 200 000 actions propres détenues par la société et à l'acquisition de 180 000 actions propres en bourse, sur le marché Euronext Access, au prix unitaire de 29 euros, qui représentent 10 % de son capital social, afin d'accroître la liquidité sous-jacente.

e) Les valeurs mobilières émises par Conduril - Engenharia, S.A., détenues par les titulaires du Conseil d'administration, restent inchangées par rapport à l'année précédente, à l'exception du nombre d'actions de l'actionnaire Jorge Lúcio Teixeira de Castro qui, le 23 mars, a acquis 50 actions pour une valeur unitaire de 25 euros.

f) Les affaires ou les opérations entre la société ou toute entité contrôlée par celle-ci et des membres de ses organes d'administration et de surveillance sont inexistantes ou revêtent la nature de transactions sans signification économique particulière pour aucune des parties concernées et sont réalisées dans le cadre de l'activité courante du groupe, dans des conditions normales de marché face à des opérations similaires. Lorsqu'elles existent, celles-ci feront l'objet d'une autorisation par délibération du Conseil d'administration, conformément aux dispositions du Code portugais des Sociétés commerciales.

8.

Le Conseil d'administration propose que le résultat net de l'exercice de 2022, à hauteur de 7 238 296 euros, soit distribué comme suit :

- Dividendes : 1 620 000 euros, ce qui correspond à 1,00 euros par action ;
- Autres réserves : 5 618 296 euros.

9.

Le Conseil d'administration tient en particulier à remercier tous ceux qui directement ou indirectement ont collaboré avec l'entreprise et se sont engagés à atteindre les objectifs de celle-ci : les collaborateurs dont l'engagement et le dévouement font la différence sur la marque Conduril ; les clients, les fournisseurs et les institutions financières pour leur collaboration ; les organes sociaux pour le soutien et la qualité de leurs interventions ; les actionnaires, pour la confiance démontrée.

Fait à Ermesinde, le 7 mars 2023

Le Conseil d'administration



Portugal



CHAP. 03



États financiers
et annexe



Bilan

AU 31 DÉCEMBRE 2022 ET 2021

Montants exprimés en EUROS

	NOTES	2022	2021
ACTIF			
ACTIF NON COURANT			
Immobilisations corporelles	3;7	82 759 721	85 851 259
Immobilisations incorporelles	3;6	5 315 205	5 309 774
Participations financières (méthode de la mise en équivalence)	3;9	7 828 075	5 235 689
Autres immobilisations financières	3;9;18	40 514 770	36 473 375
Actifs d'impôt différé	3;17	1 834 480	4 029 991
Sous-total		138 252 251	136 900 088
ACTIF COURANT			
Stocks	3;10	18 653 715	14 277 579
Clients	3;18	124 407 646	109 993 314
Clients avec une retenue de garantie	3;18	6 615 747	5 538 851
État et autres organismes publics	20	21 868 838	19 930 489
Autres comptes débiteurs	3;20	32 772 125	38 325 398
Charges constatées d'avance	3;20	770 564	695 646
Actifs financiers détenus à des fins de négociation	3;18	19 307 548	45 410 058
Encaisse et dépôts en banque	3;4	25 015 171	11 118 032
Sous-total		249 411 353	245 289 366
TOTAL DE L'ACTIF		387 663 604	382 189 454
CAPITAUX PROPRES ET PASSIF			
CAPITAUX PROPRES			
Capital souscrit	18	9 000 000	10 000 000
Actions propres	3;18	(5 220 000)	(950 000)
Réserves légales	18	3 094 492	3 044 492
Autres réserves		209 659 015	205 676 333
Résultats reportés		616 458	1 295 414
Écarts de réévaluation		2 564 723	1 885 767
Ajustements / Autres variations des capitaux propres		(18 994 825)	(31 438 197)
Sous-total		200 719 863	189 513 809
Résultat net de l'exercice		7 238 296	5 782 682
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES	3	207 958 159	195 296 491
PASSIF			
PASSIF NON COURANT			
Provisions	3;13	14 790 569	11 815 566
Financements obtenus	3;8;18	44 427 228	44 708 317
Passifs d'impôt différé	3;17	2 404 730	1 960 327
Sous-total		61 622 527	58 484 209
PASSIF COURANT			
Fournisseurs	3	49 485 277	46 323 156
Avances de clients	3	12 894 693	24 449 051
État et autres organismes publics	20	14 379 041	13 612 266
Financements obtenus	3;8;18	24 718 431	27 659 290
Autres comptes créditeurs	3;20	13 882 151	15 066 504
Produits constatés d'avance	3;11;20	2 723 326	1 298 487
Sous-total		118 082 918	128 408 754
TOTAL DU PASSIF		179 705 445	186 892 964
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES ET DU PASSIF		387 663 604	382 189 454

L'administration,

Le comptable certifié,

Compte de résultat par nature

AU 31 DÉCEMBRE 2022 ET 2021

Montants exprimés en EUROS

PRODUITS ET CHARGES	NOTES	2022	2021
Ventes et services fournis	3;12;20;21	202 141 846	144 821 851
Subventions d'exploitation		-	-
Gains / pertes affectés aux filiales, sociétés associées ou coentreprises	3;9	1 765 517	852 023
Variation des stocks de la production	3;10	(129 375)	-
Travaux au sein de l'entreprise	3	560 818	1 162 027
Coût des marchandises vendues et des matières consommées	10	(62 014 987)	(46 893 522)
Fournitures et services extérieurs	20	(75 729 833)	(52 196 142)
Frais de personnel	3;19;20	(49 411 478)	(41 404 125)
Dépréciation de stocks (pertes / reprises)	3;10	-	(59 096)
Dépréciation de créances à recevoir (pertes / reprises)	3;18	1 402 744	(1 433 772)
Provisions (augmentations / diminutions)	3;13	(3 233 567)	(117 239)
Dépréciation d'investissements non amortissables (pertes / reprises)		-	-
Augmentations / diminutions de la juste valeur		-	-
Autres revenus	14;20	16 801 509	19 287 162
Autres charges	14;20	(7 915 254)	(8 258 627)
Résultat avant dépréciations, charges de financement et impôts		24 237 939	15 760 540
Charges / reprises de dépréciation et d'amortissement	3;6;7	(6 833 377)	(6 633 026)
Dépréciation d'investissements amortissables (pertes / reprises)		-	-
Résultat d'exploitation (avant charges de financement et impôts)		17 404 562	9 127 513
Intérêts et produits assimilés obtenus		-	-
Intérêts et charges assimilées supportées	3;20	(4 869 854)	(3 327 466)
Résultat avant impôts		12 534 708	5 800 047
Impôt sur les bénéfices de l'exercice	3;17	(5 296 412)	(17 365)
RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE		7 238 296	5 782 682
Résultat des activités discontinues (net d'impôts) y compris dans le résultat net de l'exercice		-	-
RÉSULTAT NET POUR L'EXERCICE ATTRIBUABLE :			
Détenteurs de capitaux de la société mère		7 238 296	5 782 682
Participations ne donnant pas le contrôle		-	-
Sous-total		7 238 296	5 782 682
RÉSULTAT PAR ACTION NON DILUÉ		4,47	3,21

L'administration,

Le comptable certifié,

Tableau des flux de trésorerie

AU 31 DÉCEMBRE 2022 ET 2021

Montants exprimés en EUROS

POSTES	NOTES	2022	2021
FLUX DE TRÉSORERIE DES ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES			
Encaissements clients		177 482 662	124 121 232
Règlements fournisseurs		(145 943 059)	(112 508 755)
Rémunérations du personnel		(43 356 399)	(37 195 127)
Trésorerie générée par les opérations		(11 816 796)	(25 582 650)
Impôt sur les bénéfices payé / perçu		(2 386 400)	(330 725)
Autres encaissements / décaissements		13 997 574	4 918 326
FLUX DE TRÉSORERIE DES ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES (1)		(205 622)	(20 995 049)
FLUX DE TRÉSORERIE DES ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT			
DÉCAISSEMENTS CONCERNANT :			
Immobilisations corporelles		(2 348 180)	(3 939 051)
Immobilisations incorporelles		-	-
Immobilisations financières		(41 357)	(31 180)
Autres actifs		(24 131 242)	-
ENCAISSEMENTS PROVENANT DE :			
Immobilisations corporelles		-	1 880
Immobilisations financières		-	20 400 395
Autres actifs		55 338 293	-
Intérêts et produits assimilés		6 411 269	4 174 803
Dividendes		320 416	41 627
FLUX DE TRÉSORERIE DES ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT (2)		35 549 199	20 648 474
FLUX DE TRÉSORERIE DES ACTIVITÉS DE FINANCEMENT			
ENCAISSEMENTS PROVENANT DE :			
Financements obtenus		149 382 702	126 890 859
Libération de capital et d'autres instruments de capitaux propres		-	-
Autres opérations de financement		-	-
DÉCAISSEMENTS CONCERNANT :			
Financements obtenus		(153 162 151)	(115 929 878)
Financements <i>leasings</i>		(8 770 370)	(4 786 346)
Intérêts et charges assimilées		(1 392 290)	(2 359 054)
Dividendes		(1 800 000)	(540 000)
Réductions de capital et d'autres instruments de capitaux propres		(5 220 000)	-
Autres opérations de financement		-	-
FLUX DE TRÉSORERIE DES ACTIVITÉS DE FINANCEMENT (3)		(20 962 109)	3 275 581
Variation de trésorerie et équivalents de trésorerie (1 + 2 + 3)		14 381 469	2 929 006
Effets advenant des différences de change		(484 330)	2 114 389
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de l'exercice		11 118 032	6 074 637
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE	4	25 015 171	11 118 032

L'administration,

Le comptable certifié,

État des variations des capitaux propres au cours de l'exercice écoulé le 31 décembre 2022

Montants exprimés en EUROS

CAPITAUX PROPRES ATTRIBUÉS AUX DÉTENEURS DE CAPITAUX DE LA SOCIÉTÉ MÈRE											
NOTES	CAPITAL SOUSCRIT	ACTIONS (PARTS) PROPRES	RÉSERVES LÉGALES	AUTRES RÉSERVES	RÉSULTATS REPORTÉS	ÉCARTS DE RÉÉVALUATION	AJUSTEMENTS / AUTRES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES	RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE	TOTAL	PARTICIPATIONS NE DONNANT PAS LE CONTRÔLE	TOTAL DES CAPITAUX PROPRES
SITUATION AU 1^{er} JANVIER 2022	10 000 000	(950 000)	3 044 492	205 676 333	1 295 414	1 885 767	(31 438 197)	5 782 682	195 296 491	-	195 296 491
Affectation du résultat de l'exercice	-	-	-	5 782 682	-	-	-	(5 782 682)	-	-	-
Situation au 1 ^{er} janvier 2022 suite à l'affectation du résultat	10 000 000	(950 000)	3 044 492	211 459 015	1 295 414	1 885 767	(31 438 197)	-	195 296 491	-	195 296 491
VARIATIONS AU COURS DE L'EXERCICE :											
Première adoption du nouveau référentiel comptable	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Changements de méthodes comptables	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Écarts de conversion des états financiers	-	-	-	-	-	678 956	7 879 552	-	7 879 552	-	7 879 552
Libération d'écarts de réévaluation	-	-	-	-	(678 956)	678 956	-	-	-	-	-
Écarts de réévaluation	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Ajustements d'impôt différé	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Application de la méthode de la mise en équivalence	-	-	-	-	-	-	978 206	-	978 206	-	978 206
Réévaluations de régimes à prestations définies postérieures à l'emploi	-	-	-	-	-	-	3 585 614	-	3 585 614	-	3 585 614
	-	-	-	-	(678 956)	678 956	12 443 372	-	12 443 372	-	12 443 372
Résultat net de l'exercice	-	-	-	-	-	-	-	7 238 296	7 238 296	-	7 238 296
RÉSULTAT GLOBAL	-	-	-	-	-	-	-	7 238 296	19 681 668	-	19 681 668
OPÉRATIONS AVEC DÉTENEURS DE CAPITAUX AU COURS DE L'EXERCICE											
Souscriptions de capital	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Souscriptions de primes d'émission	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Distributions	-	-	-	(1 800 000)	-	-	-	-	(1 800 000)	-	(1 800 000)
Apports à la couverture de pertes	(1 000 000)	(4 270 000)	50 000	-	-	-	-	-	(5 220 000)	-	(5 220 000)
Autres opérations	(1 000 000)	(4 270 000)	50 000	(1 800 000)	-	-	-	-	(7 020 000)	-	(7 020 000)
SITUATION À LA FIN DÉCEMBRE 2022	3	9 000 000	(5 220 000)	3 094 492	209 659 015	616 458	(18 994 825)	7 238 296	207 958 159	-	207 958 159

L'administration,

Le comptable certifié,



Annexe aux états financiers le 31 décembre 2022

1. Introduction

—● ACTIVITÉ

Conduril - Engenharia, S.A. (« Conduril » ou « entreprise ») a été fondée en 1959 et est devenue une société anonyme en 1976 ; son siège social est situé Av. Eng.º Duarte Pacheco, 1835, 4445-416 Ermesinde - Valongo et elle a pour activité principale les ouvrages de génie civil et tous les travaux en rapport avec ce secteur d'activité.

Le Conseil d'administration considère que ces états financiers donnent une image fidèle des opérations de l'entreprise, ainsi que de sa situation et performance financières et de ses flux de trésorerie.

Le Conseil d'administration continuera à suivre tous les développements associés à la situation économique nationale et internationale, notamment ceux découlant de la guerre en Ukraine. Cet événement a eu des impacts significatifs sur l'environnement économique actuel, le contexte de forte incertitude restant une perspective claire, notamment en ce qui concerne le fonctionnement normal des chaînes d'approvisionnement de produits, que ce soit au niveau de la disponibilité ou des prix, raison par laquelle il est impossible d'estimer avec une certitude raisonnable l'éventuel impact sur l'activité de l'entreprise.

Les états financiers individuels et consolidés sont déposés au siège de l'entreprise.

Tous les montants mentionnés dans le présent document sont exprimés en euros et arrondis à l'unité.

2. Référentiel comptable pour la préparation des états financiers

2.1. Les états financiers ci-joints ont été préparés suivant le principe de la continuité des opérations, à partir des registres comptables de l'entreprise et conformément aux normes du Système de normalisation comptable, en vertu des lois suivantes :

- Décret-loi n° 158/2009, du 13 juillet, tel que modifié par le décret-loi n° 98/2015, du 2 juin (Système de normalisation comptable) ;
- Arrêté ministériel n° 220/2015, du 24 juillet (Modèles d'états financiers) ;
- Avis n° 8254/2015, du 29 juillet (Structure conceptuelle) ;
- Avis n° 8256/2015, du 29 juillet (Normes comptables et d'information financière) ;
- Arrêté ministériel n° 218/2015, du 23 juillet (Code des comptes) ;
- Avis n° 8258/2015, du 29 juillet (Dispositions interprétatives).

Ces états financiers ne reproduisent que les comptes individuels de l'entreprise, préparés suivant les dispositions légales. Malgré le fait que les immobilisations financières aient été enregistrées selon la méthode de la mise en équivalence, conformément aux principes comptables généralement admis, ces états financiers n'incluent pas l'effet de l'intégration globale au niveau des actifs, des passifs, des produits et des charges. L'entreprise prépare et présente des états financiers consolidés séparément.

2.2. Indication et commentaires concernant les comptes de bilan et les comptes de résultat dont le contenu n'est pas comparable à celui de l'exercice précédent :

Les montants indiqués à des fins comparatives sont comparables et présentés selon le modèle résultant des modifications introduites par les normes légales mentionnées au paragraphe précédent.

3. Principales méthodes comptables

Les principales méthodes comptables adoptées lors de la préparation des états financiers ci-joints sont les suivantes :

3.1. Bases d'évaluation utilisées lors de la préparation des états financiers

Les états financiers ci-joints ont été préparés suivant le principe de la continuité des opérations, à partir des livres et des registres comptables de l'entreprise, tenus conformément aux Normes comptables et d'information financière (NCRF).

Le Conseil d'administration a évalué la capacité de l'entreprise, de ses filiales et de ses sociétés associées à maintenir leurs opérations, à partir de toutes les informations pertinentes, des faits et des circonstances, de nature financière, commerciale ou autre, incluant des événements survenus après la date de référence des états financiers, disponibles sur le futur. Suite à l'évaluation réalisée, le Conseil d'administration a conclu que l'entreprise dispose des ressources appropriées pour maintenir ses activités et qu'il n'y a aucune raison de les faire cesser à court terme, l'utilisation du principe de la continuité des opérations étant considérée appropriée pour la préparation des états financiers.

— A. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Les immobilisations incorporelles, qui concernent essentiellement les droits de superficie et les logiciels, sont enregistrés à leur coût d'acquisition, diminué d'éventuelles pertes de valeur et amortissements cumulés. Ces actifs sont amortis à partir du moment où les actifs sous-jacents sont achevés ou en cours d'utilisation, suivant la méthode linéaire, pour une période de 60 et de 6 ans, respectivement.

Les immobilisations incorporelles ne sont comptabilisées que s'il est probable qu'elles présentent des bénéfices économiques futurs pour l'entreprise, qu'elles soient contrôlables par l'entreprise ou qu'elles puissent être mesurées de façon fiable.

Les coûts de développement, dont l'entreprise est capable pour compléter son développement et commencer sa commercialisation et/ou son utilisation, et dont l'actif est susceptible de générer de bénéfices économiques futurs, sont capitalisés. Les coûts de développement qui ne respectent pas ces critères sont enregistrés comme des charges de l'exercice au cours duquel ils interviennent.

Les plus-values ou moins-values découlant de la vente ou de la mise au rebut de ces actifs sont déterminées par la différence entre le prix de vente et la valeur comptable nette à la date de la cession / mise au rebut et elles seront enregistrées dans le compte de résultat à leur valeur nette comme « Autres revenus » ou « Autres charges ».

— B. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations corporelles acquises jusqu'au 1^{er} janvier 2009 sont enregistrées à leur coût effectif, qui correspond au coût d'acquisition ou au coût d'acquisition réévalué, suivant les principes comptables généralement admis au Portugal jusqu'à cette date, diminué des amortissements cumulés et des pertes de valeur.

Les immobilisations corporelles acquises après cette même date sont enregistrées à leur coût d'acquisition diminué des amortissements et des pertes de valeur cumulées.

Les amortissements sont comptabilisés après la date de début d'utilisation des biens, suivant la méthode linéaire, sur une base annuelle.

Les taux d'amortissement utilisés au cours de cet exercice correspondent aux durées de vies utiles estimées comme suit :

	ANNÉES
Bâtiments et autres constructions	4 - 50
Équipement de base	3 - 30
Matériel de transport	4 - 12
Fournitures administratives	3 - 25
Autres immobilisations corporelles	4 - 20

Les charges concernant l'entretien et la réparation n'augmentant pas la durée de vie utile de ces immobilisations corporelles sont enregistrées comme des charges de l'exercice au cours duquel elles interviennent. Les charges concernant de réparations et renouvellements majeurs sont incluses dans la valeur comptable de l'actif lorsqu'il en adviendra des bénéfices économiques futurs supplémentaires.

Les immobilisations corporelles en cours représentent des actifs encore en phase de construction ou en transit et sont enregistrées au coût d'acquisition diminué d'éventuelles pertes de valeur. Ces actifs sont amortis dès leur mise en usage.

Les plus-values ou moins-values découlant de la vente ou de la mise au rebut de ces actifs sont déterminées par la différence entre le prix de vente et la valeur comptable nette à la date de la cession / mise au rebut et elles seront enregistrées dans le compte de résultat à leur valeur nette comme « Autres revenus » ou « Autres charges ».

→ C. GOODWILL

Le *goodwill* représente l'excédent du coût d'acquisition sur la juste valeur des actifs, des passifs et des passifs éventuels identifiables des filiales à la date d'acquisition.

Les différences entre le coût d'acquisition des participations dans des filiales et des sociétés associées et la juste valeur de leurs actifs et passifs identifiables à la date d'acquisition, si elles sont négatives, sont comptabilisées comme des revenus à la date d'acquisition, après nouvelle confirmation de la juste valeur des actifs et des passifs identifiables.

À la date de clôture, une évaluation concernant la recouvrabilité de la valeur nette du *goodwill* est faite, une perte de valeur étant comptabilisée dès que la valeur comptable du *goodwill* dépasse sa valeur recouvrable. Le gain ou la perte lors de la cession d'une entité incluent la valeur comptable du *goodwill* relative à cette entité, sauf si l'activité associée à ce *goodwill* continue de générer des bénéfices pour l'entreprise. Les pertes de valeur relatives au *goodwill* ne sont pas reprises.

— D. CONTRATS DE LOCATION

La classification des contrats de location en location-financement ou en location simple est faite en fonction de la substance du contrat et non de sa forme. Les contrats de location dans lesquels l'entreprise est locataire sont classés comme des contrats de location-financement s'ils ont pour effet de transférer substantiellement tous les risques et les avantages inhérents à leur possession, ou comme des contrats de location simple s'ils ont pour effet de ne pas transférer substantiellement tous les risques et avantages inhérents à leur possession.

D'après la méthode financière, le coût de l'actif est enregistré comme un actif, la responsabilité correspondante est enregistrée dans le passif, dans le poste « Financements obtenus », et les intérêts compris dans le montant des loyers et la réintégration de l'actif sont enregistrés comme des charges dans le compte de résultat de l'exercice concerné.

Dans les contrats de location simple, les loyers restant à payer sont comptabilisés comme des charges dans le compte de résultat, sur une base linéaire, au cours de l'exercice du contrat de location.

— E. IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES

Les immobilisations financières dans des filiales, sociétés associées et entités contrôlées conjointement sont enregistrées selon la méthode de la mise en équivalence. Les participations sont comptabilisées initialement au coût d'acquisition, majoré ou diminué à la valeur proportionnelle de la participation dans les capitaux propres de ces sociétés, reporté à la date d'acquisition ou de la première application de la méthode de la mise en équivalence.

D'après la méthode de la mise en équivalence, les participations financières sont ajustées chaque année par la valeur correspondant à la participation dans le résultat net des filiales et des sociétés associées en contrepartie de revenus ou de charges de l'exercice. Les participations sont encore ajustées par la valeur correspondant à la participation dans d'autres variations des capitaux propres de ces sociétés, en contrepartie du poste « Ajustements d'actifs financiers ». De plus, les dividendes perçus de ces sociétés sont enregistrés comme une réduction de la valeur des immobilisations financières.

Les autres immobilisations financières sont enregistrées au coût d'acquisition ou, dans le cas des financements accordés, à la valeur nominale (il n'y a pas de situations dans lesquelles la valeur nominale diffère de la juste valeur à la date d'acquisition). Une évaluation des immobilisations financières dans des sociétés associées est effectuée lorsqu'il existe des indices que l'actif a pu perdre de la valeur, les pertes de valeur démontrées étant enregistrées comme des charges. Les revenus résultant d'immobilisations financières (dividendes ou bénéfices distribués) sont enregistrés dans le compte de résultat de l'exercice au cours duquel sa distribution est décidée et annoncée.

— F. INTÉGRATION DE SUCCURSALES

L'information comptable des succursales où l'entreprise opère, notamment en Angola, au Mozambique, au Maroc, à Cabo Verde, en Zambie et au Malawi intègre, tous les mois, la comptabilité. Les soldes et les transactions au cours de l'exercice entre le siège et les succursales sont annulés.

Lorsque la monnaie fonctionnelle de la succursale est différente de la monnaie de présentation de l'entreprise, le processus d'intégration est réalisé à travers la conversion de tous les écarts des actifs et des passifs, des produits et des charges selon le taux de change en vigueur à la date de chaque intégration mensuelle. À la date de publication des comptes, les différences de change sur les actifs et passifs monétaires sont établies et enregistrées tous les mois comme des variations des capitaux propres.

Pour l'information comptable des succursales, on utilise, essentiellement, les méthodes comptables en vigueur au Portugal. Afin d'assurer l'uniformité des méthodes comptables, lorsque le cadre normatif local diverge du cadre normatif en vigueur au Portugal, les ajustements nécessaires sont effectués.

—• G. DÉPRÉCIATION DES ACTIFS NON COURANTS (À L'EXCEPTION DU GOODWILL)

Une évaluation de la dépréciation par référence au final de chaque exercice est effectuée, si un événement ou une modification des circonstances indique que le montant pour lequel l'actif est inscrit peut ne pas être récupéré.

Lorsque le montant pour lequel l'actif est inscrit est supérieur à sa somme recouvrable, une perte de valeur est enregistrée comme des charges dans le poste « Dépréciation d'investissements amortissables (pertes / reprises) ». La somme recouvrable est celle qui est la plus élevée entre le prix de vente net et la valeur d'utilité. Le prix de vente net est le montant qui résulterait de la cession de l'actif lors d'une transaction entre des entités indépendantes et informées, diminué des charges directement imputables à la cession. La valeur d'utilité est la valeur qui existe dans les flux de trésorerie futurs estimés qui sont attendus de l'utilisation continue de l'actif et de sa cession à la fin de sa durée de vie utile. La somme recouvrable est estimée individuellement pour chaque actif ou, si cela n'est pas possible, pour l'unité génératrice de flux de trésorerie à laquelle est rattaché l'actif.

Après la comptabilisation d'une perte de valeur, les charges avec l'amortissement / la dépréciation de l'actif sont ajustées pour les exercices futurs afin que la valeur comptable revue de l'actif, diminuée de sa valeur résiduelle (s'il y a lieu), puisse être répartie de façon systématique sur sa durée de vie utile restant à courir.

La reprise des pertes de valeur comptabilisées au cours des exercices antérieurs est enregistrée s'il s'avère que les pertes de valeur comptabilisées n'existent plus ou qu'elles ont diminué. Cette analyse est faite lorsqu'il existe des indices que la perte de valeur comptabilisée antérieurement a été reprise. La reprise des pertes de valeur est comptabilisée comme des revenus dans le compte de résultat. Cependant, la reprise de la perte de valeur est effectuée jusqu'à hauteur du montant pour lequel elle serait comptabilisée (net d'amortissement ou de dépréciation), au cas où la perte de valeur n'aurait pas été enregistrée dans les exercices antérieurs.

—• H. CHARGES DES FINANCEMENTS OBTENUS

Les charges financières des financements sont comptabilisées comme des charges selon la méthode de la comptabilité d'engagement, même si ces charges sont directement imputables à l'acquisition, à la construction ou à la production d'un actif qui prend un certain temps de préparation avant d'être utilisé. Dans ce cas, les charges financières pourraient être capitalisées jusqu'au moment où toutes les activités nécessaires pour préparer l'actif éligible avant d'être utilisé ou vendu sont achevées.

— I. STOCKS

Les marchandises, les matières premières et les fournitures consommables sont inscrites à leur coût d'acquisition ou au prix du marché, lorsque ce dernier est inférieur (le coût moyen étant utilisé comme méthode de détermination des coûts). Le prix du marché est la valeur nette de réalisation ou le coût de remplacement.

Les produits finis et semi-finis, les sous-produits et les produits et les travaux en cours sont évalués au coût de production (qui comprend le coût des matières premières incorporées, la main d'œuvre et les frais généraux de fabrication) ou au prix du marché lorsque ce dernier est inférieur. Le prix du marché correspond à la valeur nette de réalisation.

Lorsque le prix du marché est inférieur au coût d'acquisition, des pertes de valeur sont comptabilisées.

— J. INSTRUMENTS FINANCIERS**i. Créances comptables**

Les créances comptables sont enregistrées initialement à leur juste valeur et présentées dans le bilan, déduites d'éventuelles pertes de valeur, comptabilisées dans le poste « Dépréciation de créances à recevoir (pertes / reprises) », afin de reproduire leur valeur nette de réalisation. Il n'y a pas de situations dans lesquelles la valeur nominale diffère de la juste valeur et, par conséquent, où la dette doit être évaluée conformément à la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les pertes de valeur sont enregistrées à la suite d'événements indiquant, objectivement et de façon quantifiable, que la totalité ou une partie du solde impayé ne sera pas reçue. À cet effet, l'entreprise prend en compte des informations sur le marché faisant preuve que le client manque à sa responsabilité, ainsi que de l'information historique sur les soldes échus et non perçus.

Les pertes de valeur comptabilisées correspondent à la différence entre la valeur comptable du solde à recevoir et la respective valeur actuelle des flux de trésorerie futurs estimés, calculés au taux d'intérêt effectif initial, qui est réputé nul lorsqu'on prévoit un encaissement dans un délai inférieur à une année.

ii. Financements

Les financements sont enregistrés dans le passif à leur coût amorti. Les charges financières sont calculées sur la base du taux d'intérêt effectif et comptabilisées au compte de résultat de l'exercice selon la méthode de la comptabilité d'engagement.

Il n'y a pas de situations dans lesquelles la méthode du coût amorti ait un impact significatif sur l'évaluation par rapport à la valeur nominale.

iii. Fournisseurs et dettes comptables

Les dettes comptables aux fournisseurs et à d'autres tiers sont comptabilisées initialement à leur juste valeur et, ultérieurement, à leur coût amorti, qui ne diffère pas de leur valeur nominale, étant donné que l'effet de l'application de la méthode du taux d'intérêt effectif est considéré comme non significatif.

iv. Passifs financiers et instruments de capitaux propres

Les passifs financiers et les instruments de capitaux propres sont classés selon la substance contractuelle de la transaction, indépendamment de la forme légale qu'ils revêtent.

Un instrument financier est classé comme un passif financier lorsqu'il existe l'obligation contractuelle de remettre de la trésorerie ou d'un autre actif financier, indépendamment de sa forme légale. Les passifs financiers sont enregistrés initialement à leur juste valeur déduite des charges de transaction encourues et, ultérieurement, à leur coût amorti, sur la base de la méthode du taux effectif.

Un instrument financier est classé comme un instrument de capitaux lorsqu'il n'existe pas l'obligation contractuelle de remettre de la trésorerie ou d'un autre actif financier, indépendamment de sa forme légale, dégageant un intérêt résiduel dans les actifs d'une entité après déduction de tous ses passifs.

Les charges directement imputables à l'émission d'instruments de capitaux sont enregistrées en contrepartie des capitaux propres comme une déduction sur la valeur de l'émission. Les montants versés ou perçus par les achats et les ventes d'instruments de capitaux sont enregistrés dans les capitaux propres déduits des charges de transaction.

Les distributions effectuées suivant des instruments de capitaux sont déduites des capitaux propres comme des dividendes lorsqu'elles sont déclarées.

v. Actions propres

Les actions propres sont comptabilisées à leur valeur d'acquisition comme un abatement aux capitaux propres. Les revenus et les pertes inhérents à la cession des actions propres sont enregistrés dans le poste « Autres réserves », n'affectant pas le résultat de l'exercice.

vi. Effets escomptés et créances à recevoir en affacturage

L'entreprise ne décomptabilise les actifs financiers dans ses états financiers que lorsque le droit contractuel relatif aux flux de trésorerie de ces actifs a déjà expiré, ou lorsque l'entreprise transfère substantiellement tous les risques et avantages inhérents à la possession de ces actifs vers une troisième entité. Si l'entreprise conserve substantiellement les risques et les avantages inhérents à la possession de ces actifs, elle doit continuer à les comptabiliser dans ses états financiers, en enregistrant dans le passif, dans le poste « Financements obtenus », la contrepartie en argent pour les actifs cédés.

Par conséquent, les créances à recevoir en affacturage à la date de clôture, à l'exception des opérations « Affacturage sans recours », sont comptabilisés dans les états financiers de l'entreprise, dans le passif, jusqu'au moment de leur encaissement.

vii. Trésorerie et équivalents de trésorerie

Les montants compris dans le poste « Trésorerie et équivalents de trésorerie » correspondent aux valeurs de trésorerie, aux dépôts en banque, aux dépôts à terme et à d'autres placements de trésorerie, dont l'échéance est de moins de trois mois, et qui peuvent être immédiatement mobilisables sans risque significatif de changement de valeur.

— K. PROVISIONS, PASSIFS ÉVENTUELS ET ACTIFS ÉVENTUELS

Les provisions ne sont comptabilisées que lorsqu'il existe une obligation actuelle (légale ou implicite) découlant d'un événement passé, qu'il est probable une sortie de ressources pour résoudre l'obligation et que le montant de l'obligation puisse être estimé de façon raisonnable. Les provisions sont revues à la date de clôture de chaque exercice et sont ajustées de façon à mieux refléter la meilleure estimation à cette date. Les provisions pour les charges de restructuration sont comptabilisées lorsqu'il existe un plan formalisé et détaillé de restructuration et lorsque celui-ci a été communiqué aux parties concernées.

Les passifs éventuels sont définis par l'entreprise comme :(i) des obligations possibles advenant d'événements passés et dont l'existence ne sera confirmée que par la survenance, ou non, d'un ou de plusieurs événements futurs incertains qui ne sont pas totalement sous le contrôle de l'entreprise ; ou (ii) des obligations actuelles advenant d'événements passés mais qui ne sont pas comptabilisées, car il n'est pas probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques soit nécessaire pour éteindre l'obligation ou le montant de l'obligation ne peut pas être mesuré avec une fiabilité suffisante.

Les actifs éventuels résultent habituellement d'événements non planifiés ou imprévus qui créent la possibilité d'une entrée d'avantages économiques pour l'entreprise. L'entreprise ne comptabilise pas d'actifs éventuels dans ses états financiers et ne les communique que si des avantages économiques sont susceptibles d'en advenir. Lorsque la réalisation du produit est quasiment certaine, l'actif n'est pas un actif éventuel et sa comptabilisation est justifiable.

— L. PÉRIODES ÉCONOMIQUES

Les charges et les revenus sont enregistrés dans l'exercice auquel ils se rapportent, indépendamment de son décaissement ou encaissement, selon la méthode de la comptabilité d'engagement. Les différences entre les montants encaissés et décaissés et les respectives recettes et dépenses sont enregistrées dans les postes « Autres comptes débiteurs », « Autres comptes créditeurs » ou « Compte de régularisation ».

— M. IMPÔT SUR LES BÉNÉFICES DE L'EXERCICE

Les impôts sur les bénéfices enregistrés dans les résultats comprennent l'effet des impôts courants et des impôts différés. Les impôts courants sur les bénéfices sont calculés sur la base du résultat imposable de l'entreprise, conformément aux règles fiscales en vigueur.

L'entreprise est soumise au Régime spécial d'imposition de groupes de sociétés (RETGS), tel que prévu à l'article 69 du Code de l'impôt sur le revenu des personnes morales portugais, selon lequel elle est la société dominante depuis le 1^{er} janvier 2022.

Les impôts différés correspondent aux différences temporelles entre les montants des actifs et des passifs aux fins de registre comptable et les montants respectifs aux fins d'imposition, ainsi que ceux découlant des avantages fiscaux obtenus et des différences temporelles entre le résultat fiscal et le résultat comptable. L'impôt est comptabilisé dans le compte de résultat, sauf s'il est lié à des mouvements dans les capitaux propres, ce qui implique sa comptabilisation dans les capitaux propres.

Les actifs et les passifs d'impôt différé sont calculés et évalués périodiquement, en utilisant les taux d'imposition comptés être en vigueur à la date de reprise des différences temporelles.

Les impôts différés correspondent aux différences temporelles entre les valeurs comptables des actifs et des passifs et leur base fiscale, en utilisant les taux d'impôt approuvés ou substantiellement approuvés, à la date de clôture, dans chaque juridiction et comptés être appliqués lorsque les différences temporelles s'inverseront.

Les impôts différés passifs sont comptabilisés dans toutes les différences temporelles imposables (à l'exception du *goodwill* non déductible fiscalement), à partir des différences qui résultent de la comptabilisation initiale d'actifs et de passifs qui n'affectent ni le bénéfice comptable ni le bénéfice imposable et à partir des différences

liées à des investissements dans des filiales, dans la mesure où il n'est pas probable qu'elles s'inverseront dans le futur. Les actifs d'impôt différé sont comptabilisés lorsqu'il est probable d'exister des bénéfices imposables futurs qui absorbent les différences temporelles fiscalement déductibles.

Les actifs d'impôt différé ne sont enregistrés que lorsqu'il existe des attentes raisonnables en matière de bénéfices fiscaux futurs suffisants pour les utiliser. Chaque année, les différences temporelles sous-jacentes aux actifs d'impôt différé sont objet d'une réévaluation afin de les comptabiliser ou de les ajuster en fonction de l'attente actuelle de future récupération.

—● N. ACTIFS NON COURANTS DÉTENUS À LA VENTE

Les actifs non courants sont classés comme étant détenus en vue de la vente lorsque leur valeur du bilan est réalisable par une transaction de vente, au lieu de l'être par leur utilisation continue. On constate cette situation seulement dans les conditions suivantes : (i) la vente est probable et l'actif est disponible à la vente immédiate dans l'état où il se trouve ; (ii) la gestion est engagée dans un plan de vente ; et (iii) il est probable que la vente soit réalisée dans les douze mois.

Les actifs non courants classés comme étant détenus en vue de la vente sont mesurés à la valeur la plus faible entre la valeur comptable et sa juste valeur diminuée des charges probables à la vente.

—● O. SUBVENTIONS GOUVERNEMENTALES OU D'AUTRES ORGANISMES PUBLICS

Les subventions perçues dans le cadre de programmes de formation professionnelle ou les subventions d'exploitation sont enregistrées dans le poste « Subventions d'exploitation » du compte de résultat de l'exercice au cours duquel ces programmes sont réalisés, indépendamment de la date de leur encaissement, à moins qu'ils puissent devenir une créance dans un exercice ultérieur, où ils seront considérés comme des revenus de cet exercice.

Les subventions non remboursables associées à des actifs sont enregistrées dans le bilan comme « Autres variations des capitaux propres » et comptabilisées dans le compte de résultat proportionnellement aux réintégrations des actifs subventionnés, dans chaque exercice.

—● P. COMPLÉMENTS DE PENSION

L'entreprise s'est engagée à attribuer aux salariés des prestations en espèces au titre de compléments de pension de vieillesse et d'invalidité. Pour assurer ces engagements, l'entreprise a créé, en 1989, un fonds de pension à prestations définies, à l'usage exclusif de ses fonctionnaires, dont les charges annuelles, déterminées en fonction des calculs actuariels, sont enregistrées conformément à la règle comptable NCRF 28 – « Avantages du personnel ».

Les engagements actuariels sont calculés en fonction de la « méthode de la projection de l'unité de crédit », en utilisant les hypothèses actuarielles et financières considérées appropriées.

— Q. PRODUIT

L'entreprise comptabilise les résultats des ouvrages, contrat à contrat, conformément à la règle comptable NCRF 19 - « Contrats de construction », selon la méthode du pourcentage d'avancement, qui est le rapport entre les charges encourues dans chaque ouvrage jusqu'à une date spécifique et la somme de ces charges avec les charges prévues pour l'achever. Les différences obtenues entre les valeurs résultant de l'application du niveau d'avancement sur les revenus estimés et les valeurs facturées sont comprises dans les postes « Autres comptes débiteurs » et « Compte de régularisation ».

Les variations vérifiées dans les travaux face au montant du produit convenu dans le contrat sont comptabilisées dans le résultat de l'exercice lorsqu'il est probable que le client approuve le montant du produit résultant de la variation et que celle-ci puisse être mesurée de façon fiable.

Les réclamations pour le remboursement de charges non incluses dans le prix du contrat sont comprises dans le produit du contrat lorsque l'état d'avancement des négociations est tel qu'il est probable que le client acceptera la réclamation et que celle-ci puisse être mesurée de façon fiable.

Pour faire face aux charges à encourir pendant la période de garantie des ouvrages, l'entreprise comptabilise annuellement un passif pour respecter son obligation légale, qui est constaté en fonction du volume de la production annuelle et de ses antécédents concernant les charges encourues précédemment avec les ouvrages dans la période de garantie. Lorsqu'il est probable que les charges totales prévues dans le contrat de construction dépassent les revenus qui y sont définis, la perte attendue est immédiatement comptabilisée dans le compte de résultat de l'exercice.

Les dividendes des participations enregistrées au coût sont comptabilisés comme revenus dans le compte de résultat de l'exercice au cours duquel leur attribution est décidée.

— R. CHARGES AFFÉRENTES À LA PRÉPARATION DE PROPOSITIONS

Les charges afférentes à la préparation de propositions pour divers appels d'offres sont comptabilisées dans le compte de résultat de l'exercice au cours duquel elles interviennent.

— S. TRAVAUX AU SEIN DE L'ENTREPRISE

Les travaux au sein de l'entreprise correspondent à de travaux de construction et d'amélioration exécutés par l'entreprise, ainsi que d'importantes réparations d'équipements, et ils comprennent les charges concernant les matériaux, la main d'œuvre directe et les frais généraux.

Ces charges ne sont capitalisées que lorsque les conditions suivantes sont remplies :

- Les actifs développés sont identifiables ;
- Il est très probable que les actifs puissent générer des bénéfices économiques futurs ; et
- Elles sont mesurées de façon fiable.

—• T. FAITS SURVENUS APRÈS LA CLÔTURE DE L'EXERCICE

Les faits survenus après la date de clôture qui donnent des preuves ou des informations supplémentaires sur les conditions qui existaient à la date de clôture (« Événements donnant lieu à des ajustements ») sont reflétés dans les états financiers de l'entreprise. Les faits survenus après la date de clôture qui indiquent des conditions survenues après la date de clôture (« Événements ne donnant pas lieu à des ajustements »), lorsque significatifs, sont communiquées dans l'annexe aux états financiers.

—• U. JUGEMENTS ET ESTIMATIONS

La préparation des états financiers s'est basée sur la meilleure connaissance et sur l'expérience d'événements passés et/ou en cours et a considéré certaines hypothèses concernant des événements futurs.

Les estimations comptables les plus significatives figurant dans les états financiers des exercices prenant fin le 31 décembre 2022 et 2021 comprennent :

- Les durées de vies utiles des immobilisations corporelles ;
- Le registre des provisions et des pertes de valeur ;
- La comptabilisation des produits des ouvrages en cours ;
- La comptabilisation de la valeur actuelle des responsabilités avec des prestations de retraite ; et
- La détermination de la juste valeur des instruments financiers.

Les estimations ont été déterminées à partir de la meilleure information disponible à la date de préparation des états financiers. Néanmoins, des situations qui étaient imprévisibles à cette date pourront survenir ultérieurement et n'ont donc pas été prises en compte dans ces estimations. Les changements de ces estimations qui surviennent après la clôture des états financiers seront corrigés dans le compte de résultat de façon prospective, conformément à la règle comptable NCRF 4.

3.2. Autres méthodes comptables importantes

—• A. RÉSULTATS PAR ACTION

Les résultats par action non dilués sont calculés en divisant les bénéfices individuels attribués aux actionnaires de l'entreprise par le nombre pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice, à l'exception du nombre d'actions propres détenues.

—• B. MONNAIE ÉTRANGÈRE

Lors de la comptabilisation initiale, les transactions en monnaie étrangère (une monnaie autre que la monnaie fonctionnelle) sont enregistrées selon les taux de change des dates des transactions respectives. Tous les actifs et les passifs libellés en monnaie étrangère sont convertis dans la monnaie de présentation fonctionnelle, selon les cours de change officiels en vigueur à la date de la déclaration. Les différences de change, favorables et défavorables, découlant des différences entre

les taux de change en vigueur à la date des transactions et ceux en vigueur à la date des recouvrements, des paiements ou à la date de clôture sont enregistrées comme des produits et charges dans le compte de résultat de l'exercice. Les éléments non monétaires mesurés au coût historique dans une monnaie étrangère sont convertis au taux de change de la date de la transaction.

Les différences de change associés à des créances/dettes dont l'échéance n'est pas définie sont enregistrés dans le compte de résultat de l'exercice lorsque ces créances/dettes sont amorties/cédées/payées. Les états financiers des sociétés associées et des succursales libellés en monnaie étrangère sont convertis en euro.

Les cours de change utilisés dans la conversion en euro ont été les suivantes :

MONNAIE	MONNAIE DE CONVERSION	2022		2021	
		31 DÉCEMBRE	CHANGE MOYEN	31 DÉCEMBRE	CHANGE MOYEN
Dollar des États-Unis	Euro	0,93756	n/a	0,88290	n/a
Dirham marocain	Euro	0,08961	0,09334	0,09509	0,09398
Metical	Euro	0,01566	0,01500	0,01383	0,01298
Escudo de Cabo Verde	Euro	0,00907	0,00907	0,00907	0,00907
Franc CFA	Euro	0,00152	0,00152	0,00152	0,00152
Kwacha de Zambie	Euro	0,05181	0,05581	0,05296	0,04287
Kwacha du Malawi	Euro	0,00089	0,00098	0,00108	0,00106
Kwanza	Euro	0,00184	0,00203	0,00157	0,00135
Dollar zimbabwéen	Euro	0,00140	0,00245	0,00812	0,00946

3.3. Jugements de valeur sur le processus d'application des méthodes comptables et qui ont eu le plus grand impact sur les montants comptabilisés dans les états financiers

Lors de la préparation des états financiers conformément aux règles comptables NCRF, l'entreprise a utilisé des estimations et des hypothèses qui affectent l'application des méthodes et les montants déclarés. Les estimations et les jugements sont constamment évalués, ayant pour base l'expérience d'événements passés et d'autres facteurs, y compris les expectatives concernant les événements futurs considérés probables face aux circonstances sur lesquelles les estimations se sont basées ou à la suite d'une information ou d'une expérience acquise.

3.4. Principales hypothèses pour l'avenir

Les états financiers ci-joints ont été préparés suivant le principe de la continuité des opérations, à partir des livres et des registres comptables de l'entreprise, tenus conformément aux principes comptables généralement admis au Portugal.

Les faits survenus après la date de clôture qui affectent la valeur des actifs et des passifs existants à la date de clôture sont comptabilisés dans la préparation des états financiers de l'exercice. Ces événements, lorsque significatifs, sont communiqués dans l'annexe aux états financiers.

3.5. Principales sources d'incertitude

Cette note fait référence aux principales hypothèses pour l'avenir adoptées dans la préparation des états financiers ci-joints et qui sont susceptibles d'impliquer un risque majeur d'ajustements matériels dans l'évaluation des actifs et des passifs du prochain exercice financier.

—● A. DÉPRÉCIATION DES ACTIFS

La détermination de la dépréciation des actifs exige l'estimation de la valeur actuelle des *cash-flows* futurs associés à cet actif. Pour ce calcul, on adopte des hypothèses fondées sur l'expérience passée de l'entreprise et sur les expectatives futures. L'entreprise considère qu'il existe un risque contrôlé que ces hypothèses ne se vérifient pas.

—● B. DURÉES DE VIES UTILES DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES

Les durées de vies utiles estimées des immobilisations corporelles et incorporelles sont revues à chaque date de clôture. Les durées de vies utiles des actifs dépendent de plusieurs facteurs liés soit à leur utilisation soit à leur localisation.

—● C. PRODUIT ET CONTRATS DE CONSTRUCTION

Le produit des contrats de construction en cours est comptabilisé sur la base de la méthode du pourcentage d'avancement du contrat. Le degré d'avancement est traduit par une estimation pertinente qui repose sur la prévision des charges à encourir jusqu'à l'achèvement du contrat. Ce processus est basé sur des analyses techniques réalisées par des techniciens.

—● D. PROVISIONS POUR AUTRES RISQUES ET CHARGES

Les provisions sont comptabilisées après l'analyse des techniciens en vue de vérifier l'existence d'une obligation actuelle résultant d'un événement passé, une sortie de ressources probable. Cette estimation est également déterminée sur la base de l'avis des avocats et des conseillers de l'entreprise.

—● E. COMPTABILISATION DE LA VALEUR ACTUELLE DES RESPONSABILITÉS ASSOCIÉES AUX PRESTATIONS DE RETRAITE

Les responsabilités liées à des pensions de retraite sont estimées sur la base d'évaluations actuarielles réalisées par des experts extérieurs. Des hypothèses financières et actuarielles, notamment le taux d'actualisation, les tables de mortalité, l'invalidité, la croissance des pensions et des salaires, entre autres, sont inclus lors de la détermination de la responsabilité.

Compte tenu de ce qui précède, des modifications importantes dans les estimations réalisées ne sont pas prévues et, par conséquent, des variations matérielles dans les actifs et les passifs enregistrés ayant pour base ces estimations ne sont pas attendues.

4. Flux de trésorerie

4.1. Commentaire de l'administration sur le montant des soldes significatifs de la trésorerie et des équivalents de trésorerie qui ne peuvent pas être utilisés

La valeur du solde « Trésorerie et équivalents de trésorerie » est totalement disponible.

4.2. Répartition des chiffres inscrits dans le poste « Encaisse et dépôts en banque »

Le solde de l'encaisse et des dépôts en banque est reparti comme suit :

	31.12.2022	31.12.2021
Encaisse	68 171	225 785
Dépôts à vue	19 065 535	5 338 540
Dépôts à terme	5 881 465	5 553 707
TOTAL ENCAISSE ET DÉPÔTS EN BANQUE	25 015 171	11 118 032

5. Parties liées

5.1. Rémunérations du personnel clé de la gestion

→ **A. TOTAL DE RÉMUNÉRATIONS** : 1 788 311 euros (2021 : 1 296 622 euros).

5.2. Transactions entre les parties liées

—● A. NATURE DES RELATIONS ENTRE LES PARTIES LIÉES :

	PAYS	% DIRECT	% TOTAL
SUCCURSALES :			
Angola	-	-	-
Mozambique	-	-	-
Maroc	-	-	-
Cabo Verde	-	-	-
Zambie	-	-	-
Malawi	-	-	-
FILIALES :			
Conduril - Gestão de Concessões de Infraestruturas, S.A.	Portugal	100,00	100,00
Edirio - Construções, S.A.	Portugal	100,00	100,00
Métis Engenharia, Lda.	Angola	99,00	99,00
ENOP - Engenharia e Obras Públicas, Lda.	Mozambique	100,00	100,00
Urano, Lda.	Angola	99,00	99,99
Conduril Engenharia - Açores, S.A.	Portugal	100,00	100,00
Esquénio - Estudos e Projetos de Engenharia, S.A.	Portugal	100,00	100,00
Conduril Construction Zimbabwe (PVT) LTD	Zimbabwe	100,00	100,00
Conduril Engenharia Gabon, S.A.	Gabon	100,00	100,00
ENTITÉS CONTRÔLÉES CONJOINTEMENT :			
Groupement Adriano, Jaime Ribeiro, Conduril - Construção, ACE	Maroc	33,33	33,33
Groupement CJA / Lot 3 - Construção ACE	Maroc	33,33	33,33
Groupement Túnel de Nador, Construção ACE	Maroc	50,00	50,00
RAL - Rodovias do Algarve Litoral, ACE	Portugal	16,67	16,67
RBA - Rodovias do Baixo Alentejo, ACE	Portugal	17,86	17,86
UTE Alcántara - Garrovillas	Espagne	15,00	15,00
SOCIÉTÉS ASSOCIÉES :			
Rotas do Algarve Litoral, S.A.	Portugal	21,64	23,64
Marestrada - Operação e Manutenção Rodoviária, S.A.	Portugal	33,33	33,33
PERSONNEL CLÉ DE LA GESTION :			
CONSEIL D'ADMINISTRATION :			
António Luís Amorim Martins (président) – <i>chairman</i>			
Maria Benedita Andrade de Amorim Martins (présidente du Comité exécutif) – PDG			
Maria Luísa Andrade Amorim Martins Mendes (vice-présidente du Comité exécutif)			
António Baraças Andrade Miragaia			
António Emanuel Lemos Catarino			
Jorge Lúcio Teixeira Castro			
Miguel José Alves Montenegro Andrade			
Ricardo Nuno Araújo Abreu Vaz Guimarães			
AUTRES PARTIES LIÉES :			
Geonorte - Geotecnia e Fundações Especiais, Lda.	Portugal	-	-
Sociedade Agrícola da Quinta do Javali, Lda.	Portugal	-	-
Mugige Vinhos, Lda.	Angola	-	-

— B. TRANSACTIONS ET SOLDES OUVERTS :

Au 31 décembre 2022 et 2021, l'entreprise a présenté les transactions et les soldes suivants en matière d'entités liées :

Au 31 décembre 2022 :

PARTIES LIÉES	SOLDES OUVERTS ACTIFS	SOLDES OUVERTS PASSIFS	PERTES DE VALEUR CUMULÉES	PROVISIONS
ENTITÉS QUI EXERCENT UN CONTRÔLE CONJOINT OU UNE INFLUENCE NOTABLE :				
Groupement Adriano, Jaime Ribeiro, Conduril - Construção, ACE	7 165 075	-	-	6 206 764
Groupement Túnel de Nador, Construção ACE	1 634 567	100 966	-	538 480
Groupement CJA / Lot 3 - Construção ACE	829 708	-	-	-
RAL - Rodovias do Algarve Litoral, ACE	138 092	24 462	-	-
RBA - Rodovias do Baixo Alentejo, ACE	831 694	338 373	-	510 431
	10 599 136	463 801	-	7 255 675
FILIALES :				
Conduril - Gestão de Concessões de Infraestruturas, S.A.	3 094 151	-	336 000	640 564
Ediário - Construções, S.A.	4 112 097	471 402	807 058	-
Métis Engenharia, Lda.	3 432 352	4 729 015	-	-
ENOP - Engenharia e Obras Públicas, Lda.	7 451 911	6 212 064	-	-
Urano, Lda.	2 602 552	3 800 660	-	-
Conduril Engenharia - Açores, S.A.	613 135	241 518	-	-
Esquénio - Estudos e Projetos de Engenharia, S.A.	94 229	199 424	-	-
Conduril Construction Zimbabwe (PVT) LTD	700 371	632 471	-	54 207
Conduril Engenharia Gabon, S.A.	7 722 763	1 228 576	-	118 832
	29 823 561	17 515 130	1 143 058	813 603
SOCIÉTÉS ASSOCIÉES :				
Rotas do Algarve Litoral, S.A.	11 412 786	-	40 000	-
Marestrada - Operação e Manutenção Rodoviária, S.A.	-	-	-	-
	11 412 786	-	40 000	-
AUTRES PARTIES LIÉES :				
UTE Alcântara - Garrovillas	1 219 788	-	-	-
Geonorte - Geotecnia e Fundações Especiais, Lda.	72 880	1 257 222	-	-
Geonorte - Geotecnia e Fundações Especiais, Lda. - Succursale d'Angola	531 086	342 321	-	-
Sociedade Agrícola da Quinta do Javali, Lda.	-	-	-	-
Mugige Vinhos, Lda.	4 897 540	202 665	-	-
	6 721 294	1 802 208	-	-

PARTIES LIÉES	REVENUS	CHARGES
ENTITÉS QUI EXERCENT UN CONTRÔLE CONJOINT OU UNE INFLUENCE NOTABLE :		
RAL - Rodovias do Algarve Litoral, ACE	-	-
RBA - Rodovias do Baixo Alentejo, ACE	60 000	-
	60 000	-
FILIALES :		
Edirio - Construções, S.A.	273 969	3 556 109
Métis Engenharia, Lda.	1 347 454	2 484 629
ENOP - Engenharia e Obras Públicas, Lda.	593 118	700 100
Urano, Lda.	48 200	802 793
Conduril Engenharia - Açores, S.A.	126 762	-
Esquénio - Estudos e Projetos de Engenharia, S.A.	14 097	320 261
Conduril Construction Zimbabwe (PVT) LTD	2 507	-
Conduril Engenharia Gabon, S.A.	10 971	274 839
	2 417 078	8 138 731
SOCIÉTÉS ASSOCIÉES :		
Rotas do Algarve Litoral, S.A.	-	-
Marestrada - Operação e Manutenção Rodoviária, S.A.	-	-
	-	-
AUTRES PARTIES LIÉES :		
UTE Alcântara - Garrovillas	-	-
Geonorte - Geotecnia e Fundações Especiais, Lda.	107 979	2 538 014
Geonorte - Geotecnia e Fundações Especiais, Lda. – Succursale d'Angola	151 747	71 058
Sociedade Agrícola da Quinta do Javali, Lda.	334	278 528
Mugige Vinhos, Lda.	-	223 759
	260 060	3 111 359

Les financements accordés aux parties liées et enregistrés dans les autres immobilisations financières sont détaillés dans la Note 9.2.

Au 31 décembre 2021 :

PARTIES LIÉES	SOLDES OUVERTS ACTIFS	SOLDES OUVERTS PASSIFS	PERTES DE VALEUR CUMULÉES	PROVISIONS
ENTITÉS QUI EXERCENT UN CONTRÔLE CONJOINT OU UNE INFLUENCE NOTABLE :				
Groupement Adriano, Jaime Ribeiro, Conduril - Construção, ACE	7 201 250	-	-	6 306 770
Groupement Túnel de Nador, Construção ACE	1 656 649	100 966	-	515 821
Groupement CJA / Lot 3 - Construção ACE	829 542	-	-	-
RAL - Rodovias do Algarve Litoral, ACE	341 654	24 462	-	-
RBA - Rodovias do Baixo Alentejo, ACE	757 894	338 373	-	517 665
	10 786 989	463 801	-	7 340 256
FILIALES :				
Conduril - Gestão de Concessões de Infraestruturas, S.A.	3 094 046	-	336 000	638 087
Ediário - Construções, S.A.	4 697 351	592 980	854 268	-
Métis Engenharia, Lda.	7 403 187	7 320 382	-	-
ENOP - Engenharia e Obras Públicas, Lda.	7 357 811	5 891 320	-	-
Urano, Lda.	2 383 573	3 084 742	-	-
Conduril Engenharia - Açores, S.A.	955 329	241 518	-	-
Esquénio - Estudos e Projetos de Engenharia, S.A.	77 540	110 354	-	-
Conduril Construction Zimbabwe (PVT) LTD	670 518	584 555	-	-
Conduril Engenharia Gabon, S.A.	4 850 047	1 228 576	-	254 218
	31 489 402	19 054 427	1 190 268	892 305
SOCIÉTÉS ASSOCIÉES :				
Rotas do Algarve Litoral, S.A.	11 412 786	-	40 000	-
Marestrada - Operação e Manutenção Rodoviária, S.A.	-	-	-	10 410
	11 412 786	-	40 000	10 410
AUTRES PARTIES LIÉES :				
UTE Alcântara - Garrovillas	1 219 788	-	-	-
Geonorte - Geotecnia e Fundações Especiais, Lda.	28 227	195 596	-	-
Geonorte - Geotecnia e Fundações Especiais, Lda. - Succursale d'Angola	332 375	255 223	-	-
Sociedade Agrícola da Quinta do Javali, Lda.	-	13 369	-	-
Mugige Vinhos, Lda.	3 882 672	-	-	-
	5 463 062	464 188	-	-

PARTIES LIÉES	REVENUS	CHARGES
ENTITÉS QUI EXERCENT UN CONTRÔLE CONJOINT OU UNE INFLUENCE NOTABLE :		
RAL - Rodovias do Algarve Litoral, ACE	-	-
RBA - Rodovias do Baixo Alentejo, ACE	-	-
	-	-
FILIALES :		
Edirio - Construções, S.A.	162 549	925 685
Métis Engenharia, Lda.	147 998	218 140
ENOP - Engenharia e Obras Públicas, Lda.	977 309	616 928
Urano, Lda.	45 658	1 263 760
Conduril Engenharia - Açores, S.A.	560 795	-
Esquério - Estudos e Projetos de Engenharia, S.A.	17 645	228 579
Conduril Construction Zimbabwe (PVT) LTD	10 925	27 168
Conduril Engenharia Gabon, S.A.	1 523 548	-
	3 446 427	3 280 260
SOCIÉTÉS ASSOCIÉES :		
Rotas do Algarve Litoral, S.A.	-	-
Marestrada - Operação e Manutenção Rodoviária, S.A.	-	-
	-	-
AUTRES PARTIES LIÉES :		
UTE Alcántara - Garrovillas	-	-
Geonorte - Geotecnia e Fundações Especiais, Lda.	78 265	478 165
Geonorte - Geotecnia e Fundações Especiais, Lda. – Succursale d'Angola	195 654	192 064
Sociedade Agrícola da Quinta do Javali, Lda.	-	279 765
Mugige Vinhos, Lda.	-	92 509
	273 919	1 042 503

Les financements accordés aux parties liées et enregistrés dans les autres immobilisations financières sont détaillés dans la Note 9.2.

6. Immobilisations incorporelles

6.1. Information, pour chaque catégorie d'immobilisations incorporelles, distinguant les immobilisations incorporelles générées internement d'autres immobilisations incorporelles

—● **A. Les dépréciations de l'exercice sont calculées conformément aux durées de vies utiles et aux taux d'amortissement moyens pour chaque poste :**

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	DURÉE DE VIE UTILE	TAUX D'AMORTISSEMENT
Recherche et développement	6	16,67 %
Droits de superficie	60	1,66 %
Logiciels	6	16,67 %
Autres immobilisations incorporelles	6	16,67 %

—● **B. Les éléments des immobilisations incorporelles sont amortis suivant la méthode linéaire, sur base de la durée de vie utile prévue.**

— C. Les immobilisations incorporelles sont réparties comme suit :

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	31.12.2022		31.12.2021	
	ACTIF BRUT	AMORTISSEMENTS ET PERTES DE VALEUR	ACTIF BRUT	AMORTISSEMENTS ET PERTES DE VALEUR
Recherche et développement	27 740	10 817	27 740	6 194
Droits de superficie	5 829 975	647 259	5 829 975	634 420
Logiciels	155 884	114 223	149 860	104 308
Propriété industrielle	47 121	-	47 121	-
Autres immobilisations incorporelles	2 006	2 006	2 006	2 006
Immobilisations incorporelles en cours	26 784	-	-	-
TOTAL	6 089 510	774 305	6 056 702	746 928

— D. La valeur des amortissements concernant les immobilisations incorporelles comprise dans le poste « Charges / reprises de dépréciation et d'amortissement » du compte de résultat s'élève à :

AMORTISSEMENTS DE LA PÉRIODE	31.12.2022	31.12.2021
Recherche et développement	4 623	4 623
Droits de superficie	12 839	8 589
Logiciels	9 915	7 677
TOTAL	27 377	20 889

— E. Les mouvements du poste « Immobilisations incorporelles » pendant 2022 et 2021 sont indiqués dans le tableau qui suit :

	2022						TOTAL
	RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT	DROITS DE SUPERFICIE	LOGICIELS	PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE	AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES EN COURS	
ACTIF BRUT :							
Solde au 31.12.2021	27 740	5 829 975	149 860	47 121	2 006	-	6 056 702
Acquisitions	-	-	6 024	-	-	26 784	32 808
Solde au 31.12.2022	27 740	5 829 975	155 884	47 121	2 006	26 784	6 089 510
AMORTISSEMENTS CUMULÉS :							
Solde au 31.12.2021	6 194	634 420	104 308	-	2 006	-	746 928
Acquisitions	4 623	12 839	9 915	-	-	-	27 377
Solde au 31.12.2022	10 817	647 259	114 223	-	2 006	-	774 305
VALEUR NETTE	16 923	5 182 716	41 661	47 121	-	26 784	5 315 205

	2021						TOTAL
	RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT	DROITS DE SUPERFICIE	LOGICIELS	PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE	AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES		
ACTIF BRUT :							
Solde au 31.12.2020	27 740	5 814 545	107 312	47 121	2 006	-	5 998 724
Acquisitions	-	15 430	46 548	-	-	-	61 978
Transferts et mise au rebut	-	-	(4 000)	-	-	-	(4 000)
Solde au 31.12.2021	27 740	5 829 975	149 860	47 121	2 006	-	6 056 702
AMORTISSEMENTS CUMULÉS :							
Solde au 31.12.2020	1 571	624 112	96 528	-	2 006	-	724 217
Acquisitions	4 623	8 589	7 677	-	-	-	20 889
Autres	-	1 719	103	-	-	-	1 822
Solde au 31.12.2021	6 194	634 420	104 308	-	2 006	-	746 928
VALEUR NETTE	21 546	5 195 555	45 552	47 121	-	-	5 309 774

7. Immobilisations corporelles

7.1. Information concernant les immobilisations corporelles

—● A. Bases d'évaluation :

Les immobilisations corporelles sont évaluées selon le modèle de coût, selon lequel un élément des immobilisations corporelles est comptabilisé à son coût diminué de toute dépréciation cumulée et de toutes pertes de valeur cumulées.

—● B. Méthode de dépréciation utilisée :

L'entreprise amortit les biens de ses immobilisations corporelles selon la méthode linéaire. D'après cette méthode, la dépréciation est constante pendant la durée de vie utile de l'actif si sa valeur résiduelle ne change pas.

—● C. Durées de vies utiles et taux de dépréciation utilisés :

Les dépréciations de l'exercice sont calculées conformément aux durées de vies utiles et aux taux d'amortissement moyens pour chaque poste :

IMMOBILISATIONS CORPORELLES	DURÉE DE VIE UTILE	TAUX D'AMORTISSEMENT
Terrains et ressources naturelles	-	-
Bâtiments et autres constructions	4 - 50	2 % - 25 %
Équipement de base	3 - 30	3,33 % - 33,33 %
Matériel de transport	4 - 12	8,33 % - 25 %
Fournitures administratives	3 - 25	4 % - 33,33 %
Autres immobilisations corporelles	4 - 20	5 % - 25 %

—● D/E. Rapprochement entre les valeurs comptables à l'ouverture et à la clôture de l'exercice :

	2022							TOTAL
	TERRAINS ET RESSOURCES NATURELLES	BÂTIMENTS ET AUTRES CONSTRUCTIONS	ÉQUIPEMENT DE BASE	MATÉRIEL DE TRANSPORT	FOURNITURES ADMINISTRATIVES	AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES	INVESTISSEMENTS EN COURS	
ACTIF BRUT :								
Solde au 31.12.2021	3 394 473	30 214 174	108 231 407	27 699 817	2 165 086	1 695 647	18 004 867	191 405 471
Acquisitions	-	106 175	1 722 198	1 022 124	325 017	129 611	659 920	3 965 045
Cessions	-	-	(4 104 103)	(162 078)	-	(477)	-	(4 266 658)
Transferts et mise au rebut	-	1 050 028	(53 578)	(55 956)	-	-	(1 153 401)	(212 907)
Solde au 31.12.2022	3 394 473	31 370 377	105 795 924	28 503 907	2 490 103	1 824 781	17 511 386	190 890 951
AMORTISSEMENTS CUMULÉS :								
Solde au 31.12.2021	-	18 242 423	65 027 738	19 340 081	1 728 070	1 215 900	-	105 554 212
Acquisitions	-	657 567	4 555 717	1 312 245	106 030	174 441	-	6 806 000
Cessions	-	-	(3 992 161)	(127 652)	-	(477)	-	(4 120 290)
Transferts et mise au rebut	-	-	(53 654)	(55 038)	-	-	-	(108 692)
Solde au 31.12.2022	-	18 899 990	65 537 640	20 469 636	1 834 100	1 389 864	-	108 131 230
VALEUR NETTE	3 394 473	12 470 387	40 258 284	8 034 271	656 003	434 917	17 511 386	82 759 721

	2021							TOTAL
	TERRAINS ET RESSOURCES NATURELLES	BÂTIMENTS ET AUTRES CONSTRUCTIONS	ÉQUIPEMENT DE BASE	MATÉRIEL DE TRANSPORT	FOURNITURES ADMINISTRATIVES	AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES	INVESTISSEMENTS EN COURS	
ACTIF BRUT :								
Solde au 31.12.2020	2 622 286	26 449 497	106 442 277	26 809 596	2 109 938	1 681 826	20 217 515	186 332 935
Acquisitions	799 399	687 053	4 230 327	1 884 885	138 436	60 213	1 503 913	9 304 226
Cessions	-	-	(1 293 235)	(231 887)	-	-	-	(1 525 122)
Transferts et mise au rebut	(27 212)	3 077 624	(1 147 962)	(762 777)	(83 288)	(46 392)	(3 716 561)	(2 706 568)
Solde au 31.12.2021	3 394 473	30 214 174	108 231 407	27 699 817	2 165 086	1 695 647	18 004 867	191 405 471
AMORTISSEMENTS CUMULÉS :								
Solde au 31.12.2020	-	17 630 367	62 395 540	19 220 508	1 716 543	1 135 700	-	102 098 658
Acquisitions	-	754 610	4 629 088	1 029 825	76 171	122 443	-	6 612 137
Cessions	-	-	(1 090 110)	(216 615)	-	-	-	(1 306 725)
Transferts et mise au rebut	-	(142 554)	(906 780)	(693 637)	(64 644)	(42 243)	-	(1 849 858)
Solde au 31.12.2021	-	18 242 423	65 027 738	19 340 081	1 728 070	1 215 900	-	105 554 212
VALEUR NETTE	3 394 473	11 971 751	43 203 669	8 359 736	437 016	479 747	18 004 867	85 851 259

7.2. Montant des dépenses comptabilisées dans la valeur comptable des immobilisations corporelles en cours de construction

IMMOBILISATIONS CORPORELLES	DÉPENSES COMPTABILISÉES EN COURS DE CONSTRUCTION	
	31.12.2022	31.12.2021
Bâtiments et autres constructions	659 920	1 278 300
Équipement de base	-	225 613
Matériel de transport	-	-
Autres immobilisations corporelles	-	-
TOTAL	659 920	1 503 913

7.3. Dépréciation comptabilisée dans le compte de résultat ou comme une partie du coût d'autres actifs au cours de l'exercice

IMMOBILISATIONS CORPORELLES	DÉPRÉCIATION COMPTABILISÉE DANS LE COMPTE DE RÉSULTAT	
	31.12.2022	31.12.2021
Bâtiments et autres constructions	657 567	754 610
Équipement de base	4 555 717	4 629 088
Matériel de transport	1 312 245	1 029 825
Fournitures administratives	106 030	76 171
Autres immobilisations corporelles	174 441	122 443
TOTAL	6 806 000	6 612 137

7.4. Amortissement cumulé à la fin de l'exercice

IMMOBILISATIONS CORPORELLES	AMORTISSEMENT CUMULÉ	
	31.12.2022	31.12.2021
Bâtiments et autres constructions	18 899 990	18 242 423
Équipement de base	65 537 640	65 027 738
Matériel de transport	20 469 636	19 340 081
Fournitures administratives	1 834 100	1 728 070
Autres immobilisations corporelles	1 389 864	1 215 900
TOTAL	108 131 230	105 554 212

7.5. Éléments d'immobilisation corporelle en cours

Les valeurs les plus significatives figurant dans le poste « Investissements en cours », au 31 décembre 2022 et 2021, concernent les projets suivants :

IMMOBILISATIONS CORPORELLES	31.12.2022	31.12.2021
Bâtiments et autres constructions	17 511 386	18 001 037
Équipement de base	-	-
Matériel de transport	-	-
Autres immobilisations corporelles	-	3 830
TOTAL	17 511 386	18 004 867

7.6. Immobilisations corporelles par zone géographique

31.12.2022	ACTIF BRUT	AMORTISSEMENTS CUMULÉS	MONTANT NET
Portugal	78 253 251	37 479 545	40 773 706
Angola	84 110 377	52 295 267	31 815 110
Mozambique	12 128 429	6 953 816	5 174 613
Maroc	60 664	60 664	-
Cabo Verde	4 476	2 834	1 642
Zambie	11 608 029	8 454 457	3 153 572
Malawi	4 725 725	2 884 647	1 841 078
TOTAL	190 890 951	108 131 230	82 759 721

31.12.2021	ACTIF BRUT	AMORTISSEMENTS CUMULÉS	MONTANT NET
Portugal	80 420 447	37 241 124	43 179 323
Angola	82 893 360	51 489 753	31 403 607
Mozambique	12 080 154	6 179 608	5 900 546
Maroc	60 664	60 664	-
Cabo Verde	4 476	2 834	1 642
Zambie	11 205 183	8 285 547	2 919 636
Malawi	4 741 187	2 294 682	2 446 505
TOTAL	191 405 471	105 554 212	85 851 259

8. Contrats de location

8.1. Contrats de location-financement - Locataires

—● A. Valeur comptable nette pour chaque catégorie d'actif au 31 décembre 2022 et 2021 :

	31.12.2022	31.12.2021
Bâtiments et autres constructions	235 711	141 750
Équipement de base	19 511 225	17 786 499
Matériel de transport	149 076	5 546 806
TOTAL	19 896 012	23 475 055

—● **B. Rapprochement entre le total des paiements minimaux futurs au titre des contrats de location au 31 décembre 2022 et 2021 et leur valeur actuelle :**

	31.12.2022	31.12.2021
Paiements minimaux jusqu'à un an	8 055 070	6 009 448
Paiements minimaux de plus d'un an et de moins de 5 ans	7 922 075	15 142 882
Paiements minimaux de plus de 5 ans	-	-
Total de paiements minimaux	15 977 145	21 152 330
Paiement d'intérêts futurs	259 998	437 818
VALEUR ACTUELLE DES RESPONSABILITÉS	15 717 147	20 714 512

—● **C. Total des paiements minimaux futurs au titre des contrats de location à la date de clôture et leur valeur actuelle :**

	PAIEMENTS MINIMAUX		VALEUR ACTUELLE	
	31.12.2022	31.12.2021	31.12.2022	31.12.2021
Moins d'un an	8 055 070	6 009 448	7 900 806	5 793 336
Plus d'un an et moins de 5 ans	7 922 075	15 142 882	7 816 341	14 921 176
Plus de 5 ans	-	-	-	-
TOTAL	15 977 145	21 152 330	15 717 147	20 714 512

9. Participations dans des coentreprises, des filiales et des sociétés associées

9.1. Répartition des chiffres inscrits dans le poste « Participations financières – méthode de la mise en équivalence »

	31.12.2022	31.12.2021
Filiales	7 242 393	4 598 749
Entités contrôlées conjointement	91 441	142 699
Sociétés associées	494 241	494 241
TOTAL	7 828 075	5 235 689

9.2. Filiales

—● **A. Liste et description des filiales :**

DÉNOMINATION SOCIALE	TYPE DE PARTICIPATION	MÉTHODE UTILISÉE
Conduril - Gestão de Concessões de Infraestruturas, S.A.	100,00 %	Mise en équivalence
Edírio - Construções, S.A.	100,00 %	Mise en équivalence
Métis Engenharia, Lda.	99,00 %	Mise en équivalence
ENOP - Engenharia e Obras Públicas, Lda.	100,00 %	Mise en équivalence
Urano, Lda.	99,00 %	Mise en équivalence
Conduril Engenharia - Açores, S.A.	100,00 %	Mise en équivalence
Esquénio - Estudos e Projetos de Engenharia, S.A.	100,00 %	Mise en équivalence
Conduril Construction Zimbabwe (PVT) LTD	100,00 %	Mise en équivalence
Conduril Engenharia Gabon, S.A.	100,00 %	Mise en équivalence

—● B. Valeur comptable et données sur les entités :

31.12.2022 DÉNOMINATION SOCIALE	VALEUR COMPTABLE	TOTAL DE L'ACTIF	TOTAL DES CAPITAUX PROPRES	TOTAL DU RÉSULTAT DE L'EXERCICE
Conduril - Gestão de Concessões de Infraestruturas, S.A.	-	2 120 323	(640 564)	(2 477)
Edirio - Construções, S.A.	-	4 838 974	405 442	47 211
Métis Engenharia, Lda.	4 739 488	8 910 093	7 837 260	1 812 265
ENOP - Engenharia e Obras Públicas, Lda.	596 439	15 628 673	596 439	(393 402)
Urano, Lda.	1 310 074	4 946 683	2 582 426	122 257
Conduril Engenharia - Açores, S.A.	531 192	3 092 070	613 193	184 153
Esquénio - Estudos e Projetos de Engenharia, S.A.	65 200	251 729	65 200	4 578
Conduril Construction Zimbabwe (PVT) LTD	-	598 920	(54 207)	(121 145)
Conduril Engenharia Gabon, S.A.	-	10 577 691	135 385	(118 832)
TOTAL	7 242 393			

31.12.2021 DÉNOMINATION SOCIALE	VALEUR COMPTABLE	TOTAL DE L'ACTIF	TOTAL DES CAPITAUX PROPRES	TOTAL DU RÉSULTAT DE L'EXERCICE
Conduril - Gestão de Concessões de Infraestruturas, S.A.	-	2 121 465	(638 087)	(140 124)
Edirio - Construções, S.A.	-	5 378 438	358 232	(416 308)
Métis Engenharia, Lda.	2 265 987	9 870 417	5 338 785	148 940
ENOP - Engenharia e Obras Públicas, Lda.	948 092	17 435 062	914 214	410 233
Urano, Lda.	860 658	4 136 495	2 128 474	9 683
Conduril Engenharia - Açores, S.A.	347 039	2 519 260	429 039	67 441
Esquénio - Estudos e Projetos de Engenharia, S.A.	60 621	199 772	60 621	26 268
Conduril Construction Zimbabwe (PVT) LTD	116 352	799 510	112 031	(9 863)
Conduril Engenharia Gabon, S.A.	-	9 674 675	(254 218)	(995 272)
TOTAL	4 598 749			

Associé à ces participations, les montants suivants concernant les financements accordés sont enregistrés, en décembre 2022, dans le poste « Autres immobilisations financières » :

DÉNOMINATION SOCIALE	FINANCEMENTS ACCORDÉS	PERTES DE VALEUR CUMULÉES
Conduril - Gestão de Concessões de Infraestruturas, S.A.	336 000	336 000
Edirio - Construções, S.A.	1 212 500	1 028 171
ENOP - Engenharia e Obras Públicas, Lda.	17 385	-
Métis Engenharia, Lda.	3 049 838	-
Urano, Lda.	1 259 119	-
Conduril Engenharia - Açores, S.A.	82 000	-
TOTAL	5 956 842	1 364 171

9.3. Coentreprises

—● A. Liste et description des participations significatives dans des coentreprises :

DÉNOMINATION SOCIALE	TYPE DE COENTREPRISE	AUTRES PARTICIPANTS
Groupement Adriano, Jaime Ribeiro, Conduril - Construção, ACE	Entité contrôlée conjointement	Elevation et Jaime Ribeiro e Filhos
Groupement CJA / Lot 3 - Construção ACE	Entité contrôlée conjointement	Elevation et Jaime Ribeiro e Filhos
Groupement Tunnel de Nador, Construção ACE	Entité contrôlée conjointement	Jaime Ribeiro e Filhos
RAL - Rodovias do Algarve Litoral, ACE	Entité contrôlée conjointement	Elevation et Technovia
RBA - Rodovias do Baixo Alentejo, ACE	Entité contrôlée conjointement	Elevation et Technovia

—● **B. Quote-part d'intérêt détenue et données sur les entités :**

31.12.2022 DÉNOMINATION SOCIALE	QUOTE-PART D'INTÉRÊT DÉTENUE	VALEUR COMPTABLE	TOTAL DE L'ACTIF	TOTAL DES CAPITAUX PROPRES	TOTAL DU RÉSULTAT DE L'EXERCICE
Groupement Adriano, Jaime Ribeiro, Conduril - Construção, ACE	33,33 %	-	12 721 238	(18 622 156)	300 046
Groupement CJA / Lot 3 - Construção ACE	33,33 %	-	n/d	n/d	n/d
Groupement Túnel de Nador, Construção ACE	50 %	-	8 818 385	(1 036 855)	(42 050)
RAL - Rodovias do Algarve Litoral, ACE	16,67 %	91 441	2 056 844	593 111	(318 758)
RBA - Rodovias do Baixo Alentejo, ACE	17,86 %	-	588 205	(2 857 958)	(153 358)
TOTAL		91 441			

31.12.2021 DÉNOMINAÇÃO SOCIAL	QUOTE-PART D'INTÉRÊT DÉTENUE	VALEUR COMPTABLE	TOTAL DE L'ACTIF	TOTAL DES CAPITAUX PROPRES	TOTAL DU RÉSULTAT DE L'EXERCICE
Groupement Adriano, Jaime Ribeiro, Conduril - Construção, ACE	33,33 %	-	12 721 238	(18 622 156)	300 046
Groupement CJA / Lot 3 - Construção ACE	33,33 %	-	n/d	n/d	n/d
Groupement Túnel de Nador, Construção ACE	50 %	-	8 818 385	(1 036 855)	(42 050)
RAL - Rodovias do Algarve Litoral, ACE	16,67 %	142 699	3 527 907	856 022	677 873
RBA - Rodovias do Baixo Alentejo, ACE	17,86 %	-	752 699	(2 571 629)	475 549
TOTAL		142 699			

À la date de la préparation des états financiers, ceux du Groupement CJA / Lot 3 - Construção ACE n'étaient pas disponibles. Cette entité n'ayant pas d'activité pertinente, le Conseil d'administration n'a pas considéré l'existence d'impacts significatifs associés à cette participation.

—● **C. Méthode utilisée pour comptabiliser les participations dans des coentreprises :**

Les participations dans des entreprises contrôlées conjointement ont été comptabilisées dans les états financiers selon la méthode de la mise en équivalence, de la date à laquelle le contrôle est partagé. D'après cette méthode, l'investissement est initialement comptabilisé au coût et la valeur comptabilisée est ajustée en fonction de la valeur qui correspond à la quote-part détenue dans le résultat net, des dividendes perçus et des variations dans les capitaux propres.

9.4. Sociétés associées

—● **A. Liste et description des sociétés associées :**

DÉNOMINATION SOCIALE	PARTICIPATION	MÉTHODE UTILISÉE
Rotas do Algarve Litoral, S.A.	23,64 %	Mise en équivalence
Marestrada - Operação e Manutenção Rodoviária, S.A.	33,33 %	Mise en équivalence

—● **B. Valeur comptable et données sur les entités :**

31.12.2022 DÉNOMINATION SOCIALE	VALEUR COMPTABLE	TOTAL DE L'ACTIF	TOTAL DES CAPITAUX PROPRES	TOTAL DU RÉSULTAT DE L'EXERCICE
Rotas do Algarve Litoral, S.A.	-	176 387 636	(31 729 840)	(17 744 591)
Marestrada - Operação e Manutenção Rodoviária, S.A.	494 241	5 897 572	745 453	49 850
TOTAL	494 241			

31.12.2021 DÉNOMINATION SOCIALE	VALEUR COMPTABLE	TOTAL DE L'ACTIF	TOTAL DES CAPITAUX PROPRES	TOTAL DU RÉSULTAT DE L'EXERCICE
Rotas do Algarve Litoral, S.A.	-	175 122 964	(10 799 807)	(17 224 738)
Marestrada - Operação e Manutenção Rodoviária, S.A.	494 241	5 292 084	1 482 870	1 343 528
TOTAL	494 241			

Liés à des participations dans des sociétés associées, les montants suivants concernant les financements accordés sont enregistrés, en décembre 2022, dans le poste « Autres immobilisations financières » :

DÉNOMINATION SOCIALE	FINANCEMENTS ACCORDÉS	PERTES DE VALEUR CUMULÉES
Rotas do Algarve Litoral, S.A.	11 412 786	40 000
TOTAL	11 412 786	40 000

9.5. Revenus / pertes dans des filiales et des coentreprises

REVENUS / PERTES DANS DES FILIALES ET DES COENTREPRISES	31.12.2022	31.12.2021
Charges et pertes dans des filiales, des sociétés associées et des coentreprises	(200 043)	(315 417)
Revenus et produits dans des filiales, des sociétés associées et des coentreprises	1 861 434	1 440 595
Suppression de revenus liés à la vente d'immobilisations corporelles à des succursales	77 451	(18 308)
Suppression de charges liées à la vente d'immobilisations corporelles à des succursales	(888)	(888)
Provisions pour des pertes dans des entreprises du groupe (Note 13)	27 563	(253 959)
TOTAL	1 765 517	852 023

10. Stocks

10.1. Méthodes comptables adoptées pour évaluer les stocks et méthode de détermination du coût utilisée

Les stocks sont évalués au coût ou à la valeur nette de réalisation, si cette dernière est inférieure. Le coût comprend tous les coûts d'acquisition, les coûts de transformation et les autres coûts encourus pour amener les stocks dans l'état où ils se trouvent. Les coûts d'acquisition comprennent le prix d'achat, les droits de douane et d'autres taxes, ainsi que les frais de transport, les frais de manutention, les rabais commerciaux, les remises et d'autres éléments similaires. Les coûts de transformation comprennent les coûts directement liés aux unités de production, tels que la main-d'œuvre directe. Ils comprennent également l'affectation systématique des frais généraux de production fixes et variables qui sont encourus pour transformer les matières premières en produits finis. L'affectation des frais généraux de production est fondée sur la capacité normale des installations de production.

L'entreprise évalue ses stocks selon la méthode de détermination du coût moyen pondéré, qui suppose que le coût de chaque élément est déterminé en fonction du coût moyen pondéré d'éléments similaires à l'ouverture d'un exercice et du coût d'éléments similaires achetés ou produits au cours de l'exercice.

10.2. Valeur comptable totale des stocks et la valeur comptable par catégories appropriées

La valeur comptable des stocks est ventilée comme suit :

STOCKS	31.12.2022	31.12.2021
Matières premières et fournitures consommables	19 585 920	15 080 409
Marchandises	-	-
Produits finis et intermédiaires	-	129 375
Produits et travaux en cours	-	-
	19 585 920	15 209 784
Pertes de valeur	(932 205)	(932 205)
TOTAL	18 653 715	14 277 579

10.3. Montant des stocks comptabilisé en charges au cours de l'exercice

La valeur des stocks comptabilisée en charges au cours de l'exercice a été la suivante :

	MARCHANDISES		MATIÈRES PREMIÈRES ET FOURNITURES CONSOMMABLES	
	31.12.2022	31.12.2021	31.12.2022	31.12.2021
Stock initial	-	-	14 148 204	12 793 676
Pertes de valeur sur stocks	-	-	-	(59 096)
Achats	-	-	66 520 498	48 307 146
Reclassement et régularisation de stocks	-	-	-	-
Stock final	-	-	(18 653 715)	(14 148 204)
CHARGES DE L'EXERCICE	-	-	62 014 987	46 893 522

	PRODUITS FINIS ET INTERMÉDIAIRES		PRODUITS ET TRAVAUX EN COURS	
	31.12.2022	31.12.2021	31.12.2022	31.12.2021
Stock initial	129 375	129 375	-	-
Reclassement et régularisation de stocks	-	-	-	595 258
Stock final	-	(129 375)	-	(595 258)
VARIATION DES STOCKS DE LA PRODUCTION	129 375	-	-	-

10.4. Montant des pertes de valeur sur stocks comptabilisé dans le résultat de l'exercice

La valeur des pertes de valeur comptabilisées dans le résultat de l'exercice a été la suivante :

PERTES DE VALEUR SUR STOCKS	31.12.2022	31.12.2021
Marchandises	-	-
Matières premières et fournitures consommables	-	59 096
Produits finis et intermédiaires	-	-
TOTAL	-	59 096

10.5. Mouvement des pertes de valeur sur stocks au cours de l'exercice

MATIÈRES PREMIÈRES ET FOURNITURES CONSOMMABLES	
PERTES DE VALEUR CUMULÉES AU 31.12.2021	932 205
Apport	-
Reprise	-
Utilisation	-
PERTES DE VALEUR CUMULÉES AU 31.12.2022	932 205

MATIÈRES PREMIÈRES ET FOURNITURES CONSOMMABLES	
PERTES DE VALEUR CUMULÉES AU 31.12.2020	873 109
Apport	59 096
Reprise	-
Utilisation	-
PERTES DE VALEUR CUMULÉES AU 31.12.2021	932 205

11. Contrats de construction

11.1. Montant du produit du contrat comptabilisé en produit de l'exercice

Le produit de chaque contrat de construction comprend le montant initial du produit convenu, ainsi que les variations dans les travaux, les réclamations et le versement de primes dans la mesure où ils sont susceptibles de donner lieu à des produits et où ils peuvent être mesurés de façon fiable. Le 31 décembre 2022 et 2021, la valeur des produits comptabilisés en produit de l'exercice est la suivante :

OUVRAGE / CONTRAT	PRODUIT DE 2022	PRODUIT DE 2021
Contrats de construction	200 683 421	142 235 424
TOTAL	200 683 421	142 235 424

11.2. Méthodes utilisées pour déterminer le produit du contrat comptabilisé au cours de l'exercice

La comptabilisation du produit de l'exercice est effectuée selon la méthode du pourcentage d'avancement. D'après cette méthode, le produit est rattaché aux coûts encourus pour parvenir au degré d'avancement. Le produit du contrat est comptabilisé en produit dans le compte de résultat des exercices comptables au cours desquels les travaux sont exécutés. Lorsqu'il est impossible d'estimer le résultat du contrat de façon fiable, le produit est comptabilisé dans la limite des charges du contrat qui ont été encourues et qui seront probablement recouvrables.

11.3. Méthodes utilisées pour déterminer le degré d'avancement des contrats en cours

Pour déterminer le degré d'avancement d'un contrat, on utilise la méthode qui mesure de façon la plus fiable les travaux exécutés. Les méthodes utilisées pour déterminer le degré d'avancement peuvent varier selon la nature du contrat, comme suit :

- Le rapport existant entre les charges encourues pour les travaux exécutés jusqu'à la date considérée et les charges totales estimées du contrat (méthodologie la plus utilisée) ;
- Des examens des travaux exécutés ;
- Conclusion, en termes physiques, d'une partie des travaux exécutés.

11.4. Information relative aux contrats de construction en cours

31.12.2022	CHARGES ENCOURUES	PRODUITS COMPTABILISÉS	AVANCES PERÇUES	RETENUES
Contrats en cours	443 878 879	534 801 552	6 293 902	2 703 212
TOTAL	443 878 879	534 801 552	6 293 902	2 703 212

31.12.2021	CHARGES ENCOURUES	PRODUITS COMPTABILISÉS	AVANCES PERÇUES	RETENUES
Contrats en cours	309 877 141	369 181 301	16 293 605	2 223 263
TOTAL	309 877 141	369 181 301	16 293 605	2 223 263

12. Produits

12.1. Méthodes comptables adoptées pour comptabiliser le produit, incluant les méthodes adoptées pour déterminer le degré d'avancement des transactions impliquant la prestation de services

L'entreprise comptabilise les produits en fonction des critères suivants :

— **A.** Ventes – elles sont comptabilisées dans le compte de résultat lorsque l'acheteur s'est vu transférer les risques et les bénéfices inhérents à la propriété des actifs, lorsqu'une implication continue dans la gestion à un degré généralement associé à la propriété cesse d'exister, lorsque le montant des produits peut être évalué de façon raisonnable, lorsqu'il est probable que les bénéfices économiques associés à la transaction vont à l'entité et lorsque les charges encourues ou à encourir concernant la transaction peuvent être mesurées de façon fiable.

— **B.** Prestations de services – elles sont comptabilisées dans le compte de résultat en fonction du degré d'avancement de la prestation de services à la date de clôture.

— **C.** Intérêts – ils sont comptabilisés conformément à la méthode du taux d'intérêt effectif.

— **D.** Dividendes – ils sont comptabilisés lorsque le droit de l'actionnaire de percevoir le paiement est établi.

12.2. Montant de chaque catégorie importante de produit comptabilisée au cours de l'exercice, incluant le produit provenant de :

	31.12.2022	31.12.2021
Prestations de services	202 141 846	144 821 851
Intérêts	6 098 356	4 347 502
Dividendes	320 415	41 627
TOTAL	208 560 617	149 210 980

13. Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels

13.1. Provisions

L'entreprise comptabilise une provision lorsque, cumulativement, il existe une obligation actuelle résultant d'un événement passé ; lorsqu'il est probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation ; et lorsque le montant de l'obligation peut être estimé de façon fiable.

Au cours de l'exercice écoulé le 31 décembre 2022, les mouvements suivants concernant les provisions ont eu lieu :

PROVISIONS	SOLDE INITIAL	APPORTS	REPRISE	UTILISATION	SOLDE FINAL
Garanties fournies à des clients	3 477 517	479 976	(319 745)	-	3 637 748
Procédures judiciaires en cours	231 000	-	-	(231 000)	-
Autres provisions	10 207	3 077 622	(4 286)	-	3 083 543
	3 718 724	3 557 598	(324 031)	(231 000)	6 721 291
Immobilisations financières (Note 9)	8 096 842	397 507	(425 071)	-	8 069 278
TOTAL	11 815 566	3 955 105	(749 102)	(231 000)	14 790 569

Au cours de l'exercice écoulé le 31 décembre 2021, les mouvements suivants concernant les provisions ont eu lieu :

PROVISIONS	SOLDE INITIAL	APPORTS	REPRISE	UTILISATION	SOLDE FINAL
Garanties fournies à des clients	3 195 648	377 890	(96 021)	-	3 477 517
Procédures judiciaires en cours	-	231 000	-	-	231 000
Autres provisions	405 837	10 207	(405 837)	-	10 207
	3 601 485	619 097	(501 858)	-	3 718 724
Immobilisations financières (Note 9)	7 842 883	414 394	(160 435)	-	8 096 842
TOTAL	11 444 368	1 033 491	(662 293)	-	11 815 566

Les provisions destinées aux immobilisations financières concernent des filiales dans le cadre de l'application de la méthode de la mise en équivalence, notamment le Groupement Adriano, Jaime Ribeiro, Conduril - Construção, ACE, Conduril - Gestão de Concessões de Infraestruturas, S.A., le Groupement Tunnel de Nador, Construção ACE, RBA - Rodovias do Baixo Alentejo, ACE et Conduril Engenharia Gabon, S.A.

13.2. Procédures contentieuses

Suite aux différentes procédures contentieuses actives découlant de ses affaires, l'entreprise est convaincue que le risque de perdre la cause est peu probable et que l'issue de celles-ci n'affectera pas sa situation financière d'une manière matérielle – une conviction qui est réaffirmée par le Bureau juridique interne de Conduril et par ses conseillers juridiques.

En ce qui concerne les procédures fiscales, il y a des procédures découlant de recours judiciaires engagés par Conduril concernant des règlements additionnels à titre de l'impôt sur le revenu des personnes morales (IRC) (2011 et 2012), la compréhension de l'entreprise sur la base des avis de ses conseillers fiscaux étant un résultat favorable, raison pour laquelle aucune provision n'a été enregistrée dans les états financiers.

13.3. Garanties fournies

Le 31 décembre 2022, l'entreprise avait assumée des responsabilités pour les garanties prêtées pour un montant de 91 496 434 euros (le 31 décembre 2021, le montant s'élevait à 115 200 393 euros).

Les garanties bancaires ont été fournies principalement à des fins d'appels d'offres, en tant que garantie financière et de bonne exécution des ouvrages.

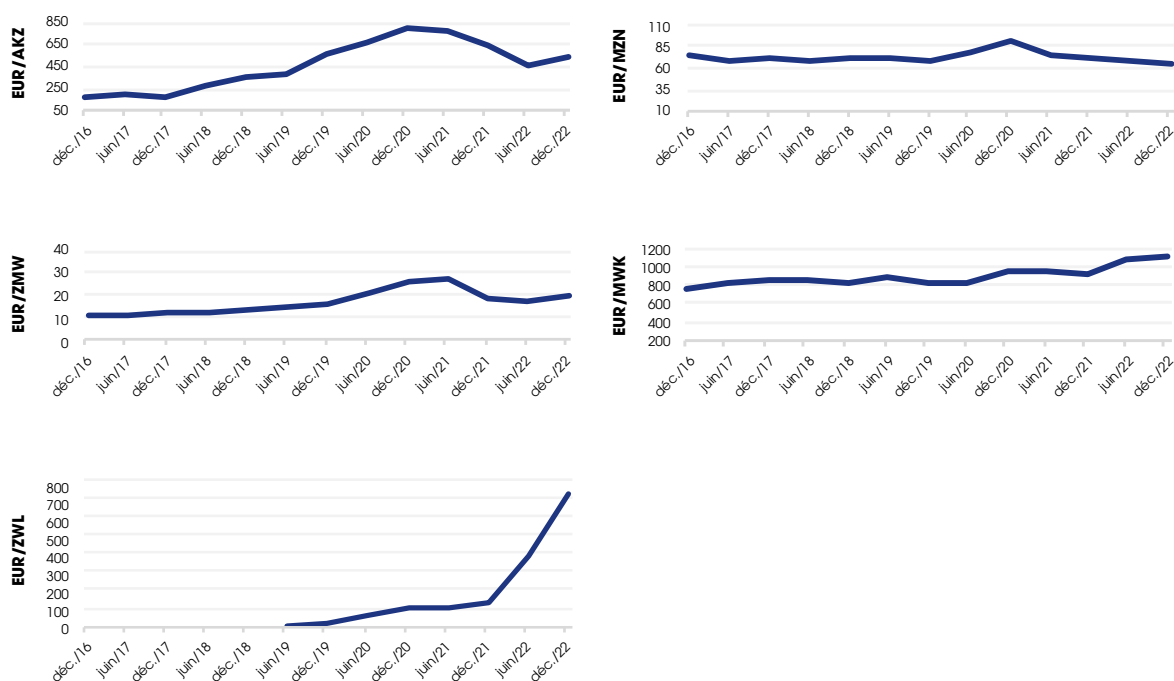
13.4. Gestion des risques financiers

— A. PRINCIPES GÉNÉRAUX

Parmi les plusieurs types de risque auxquels une entreprise fait face, les risques financiers sont ceux qui ont un impact plus immédiat sur les flux de trésorerie et ses résultats. L'activité de Conduril est exposée à une diversité de risques financiers, tels que le risque de taux de change, le risque de taux d'intérêt, le risque de crédit et le risque de liquidité. Ces risques découlent de l'incertitude des marchés financiers, qui se reflète dans la capacité de projection en matière de flux de trésorerie et de rendements. La politique de gestion des risques de Conduril est un processus permanent et évolutif visant à mettre en place sa stratégie, tout en cherchant à minimiser les effets défavorables découlant de ces incertitudes qui caractérisent les marchés financiers.

— B. RISQUE DE TAUX DE CHANGE

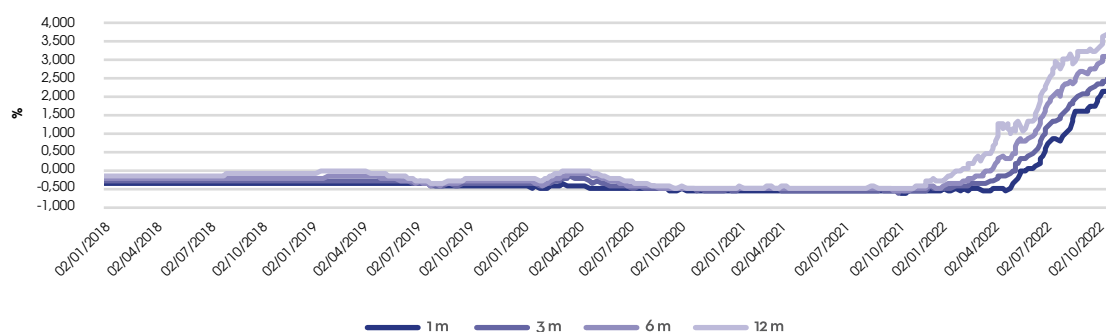
Localisée majoritairement au Portugal et en Afrique (Angola, Mozambique, Zambie, Malawi, Gabon et Zimbabwe), l'activité de Conduril est exposée au risque de taux de change des monnaies de ces pays. Pour faire face à ce risque, les contrats sont, chaque fois que cela est possible, effectués en USD/EUR. L'évolution des monnaies kwanza, metical, kwacha de Zambie, kwacha du Malawi et dollar zimbabwéen face à l'euro a un impact sur les états financiers, les instruments financiers de couverture pour ces monnaies étant limités ou inexistantes.



—● C. RISQUE DE TAUX D'INTÉRÊT

Le risque de taux d'intérêt résulte principalement de l'endettement indexé à des taux variables. Conduiril n'a qu'une petite partie de l'endettement de l'entreprise indexé à une couverture du taux d'intérêt. Elle suit toujours cette question de près afin de pouvoir prendre en temps opportun les mesures nécessaires pour réduire l'impact de cette variable sur ses financements.

ÉVOLUTION DU TAUX EURIBOR



—● D. RISQUE DE CRÉDIT

L'exposition de Conduiril au risque de crédit est majoritairement liée aux créances découlant de son activité opérationnelle : créances résultant des ventes et de prestations de services à des clients. La gestion de ce risque a pour objectif d'assurer le recouvrement effectif des crédits dans les délais établis, sans menacer l'équilibre financier de l'entreprise. Ce risque est surveillé régulièrement, l'objectif de la gestion étant :

- i. d'évaluer le client selon des procédures internes qui obligent à analyser soigneusement les entités et les montants concernés. Nous avons également recours à des entités d'information et de profils de risque de crédit disponibles sur le marché ;
- ii. de limiter le crédit accordé à des clients, eu égard au délai de paiement de chaque client ;
- iii. de surveiller l'évolution du niveau de crédit accordé ;
- iv. d'analyser régulièrement la dépréciation des créances.

— E. RISQUE DE LIQUIDITÉ

Le risque de liquidité est défini comme le risque du manque de capacité pour régler ou remplir les obligations dans le délai établi et pour un prix raisonnable. Un instrument essentiel pour la gestion du risque de liquidité est le plan de trésorerie global annuel, établi sur la base des plans de trésorerie de chaque établissement, mis à jour chaque mois. L'existence de liquidité implique la définition de paramètres de gestion de cette liquidité permettant de maximiser le retour et de minimiser les coûts d'opportunité liés à la possession de cette liquidité de façon fiable et efficace.

La gestion des risques chez Conduril a pour objectif :

- **Liquidité** – assurer l'accès permanent et efficace à des fonds suffisants pour faire face aux paiements courants aux dates d'échéance respectives ;
- **Sécurité** – réduire la probabilité de défaillance dans le remboursement de toute utilisation de fonds ; et
- **Efficacité financière** – assurer la réduction au minimum du coût d'opportunité lié à la possession de liquidité excédentaire à court terme.

Conduril a pour politique de concilier l'échéance des actifs et des passifs, en gérant les maturités respectives de manière équilibrée.

Pour politique, puisqu'elle gère son exposition au risque de liquidité, Conduril assure le recours à des instruments de facilité de crédit de natures diverses et à montants appropriés aux spécificités de ses besoins, tout en assurant des niveaux confortables de liquidité. La politique de l'entreprise est de contractualiser ces facilités sans aucune garantie.

14. Effet des variations des cours des monnaies étrangères

14.1. Différences de change comptabilisées dans le compte de résultat

	31.12.2022	31.12.2021
Différences de change défavorables		
- Autres charges	3 658 325	3 596 480
TOTAL	3 658 325	3 596 480
Différences de change favorables		
- Autres revenus	4 848 106	6 950 687
TOTAL	4 848 106	6 950 687

14.2. Différences de change nettes inscrites dans une composante distincte des capitaux propres

	DIFFÉRENCES DE CHANGE COMPTABILISÉES DANS LES CAPITAUX PROPRES
Solde au 31.12.2021	(31 777 590)
Différences de change défavorables	(4 921 817)
Différences de change favorables	13 839 643
SOLDE AU 31.12.2022	(22 859 763)

	DIFFÉRENCES DE CHANGE COMPTABILISÉES DANS LES CAPITAUX PROPRES
Solde au 31.12.2020	(45 576 714)
Différences de change défavorables	(29 593 135)
Différences de change favorables	43 392 259
SOLDE AU 31.12.2021	(31 777 590)

15. Événements postérieurs à la date de clôture

15.1. Mise à jour de l'information sur les conditions à la date de clôture

Aucune information n'a été reçue entre la date de clôture et la publication des états financiers concernant des conditions qui existaient à la date de clôture, ne donnant pas lieu à des ajustements des montants comptabilisés dans ces états financiers.

15.2. Autorisation pour publication

Ces états financiers ont été approuvés par le Conseil d'administration, lors de la réunion du 7 mars 2023. Le Conseil d'administration considère que ces états financiers donnent une image fidèle des opérations de l'entreprise, ainsi que de sa situation et performance financières et de ses flux de trésorerie.

16. Questions environnementales

16.1. Description des bases d'évaluation adoptées, ainsi que des méthodes utilisées pour calculer les ajustements de valeur

En vertu de son activité, il relève de la responsabilité légale/contractuelle de l'entreprise de prévenir, réduire ou réparer les dommages occasionnés à l'environnement. Pour respecter cette obligation, au cours de l'exercice écoulé le 31 décembre 2022, les charges encourues par l'entreprise se sont chiffrées à 395 997 euros (par rapport à la période correspondante de l'année précédente, elles se sont élevées à 250 244 euros).

Pour mesurer les dépenses environnementales, l'entreprise comptabilise les charges effectivement encourues au cours de l'exercice.

16.2. Dépenses environnementales affectées dans le compte de résultat

Toutes les dépenses environnementales doivent être considérées dans le compte de résultat lorsqu'il s'agit de charges encourues au cours de l'exercice, c'est-à-dire, lorsqu'elles n'ont pas pour objectif de prévenir des dommages futurs ou d'assurer des bénéfices futurs.

Les dépenses environnementales affectées dans le compte de résultat sont, ainsi, liées à des activités passées ou courantes et à la remise de l'environnement en son état avant la contamination.

	MONTANT AFFECTÉ DANS LE COMPTE DE RÉSULTAT
Traitement des déchets	395 997
TOTAL	395 997

17. Impôt sur les bénéfices

17.1. Composantes principales des charges / produits d'impôt

	31.12.2022	31.12.2021
Impôts courants et ajustements :		
Impôts courants de l'exercice	2 495 112	1 501 472
	2 495 112	1 501 472
Impôt différé :		
Impôt différé lié à des différences temporelles	2 801 300	(1 484 107)
	2 801 300	(1 484 107)
CHARGES D'IMPÔT SUR LES BÉNÉFICES	5 296 412	17 365

L'impôt courant ou différé doit être directement porté au débit ou au crédit des capitaux propres si l'impôt est lié à des éléments directement portés au débit ou au crédit des capitaux propres, au cours du même exercice ou d'un exercice différent.

Au cours de l'exercice écoulé le 31 décembre 2022 et 2021, aucun impôt différé n'a été directement porté au débit ou au crédit des capitaux propres.

17.2. Relation entre les charges / produits d'impôt et le bénéfice comptable

RAPPROCHEMENT DU TAUX EFFECTIF D'IMPÔT	31.12.2022	31.12.2021
Résultat avant impôts	12 534 708	5 800 047
Charges d'impôt sur les bénéfices	5 296 412	17 365
Taux effectif d'impôt	42,25 %	0,30 %
Taux nominal d'impôt (21 % au Portugal et 25 % en Angola)	2 755 414	1 411 434
AJUSTEMENTS :		
Taux différenciés d'impôt et effet de la double imposition	584 781	736 063
Application de la méthode de la mise en équivalence	22 090	(118 300)
Ajustements des valeurs des actifs non déductibles	7 852	6 857
Charges non acceptées comme des coûts fiscaux	148 453	718 102
Provisions non acceptées comme des charges	661 906	23 848
Reprises de provisions non imposées	(294 576)	(142 688)
Restitution / Insuffisance d'impôt	13 221	(14 978)
Autres revenus non imposés	(1 398 798)	(1 253 946)
Pertes fiscales diminuées au cours de l'exercice	(1 999 410)	(1 354 606)
Pertes fiscales générées au cours de l'exercice	945 233	401 246
Impositions autonomes	338 517	242 977
Impôt différé	2 801 300	(1 484 107)
Différences de change non imposées	321 218	(629 930)
Autres	389 211	1 475 393
	2 540 998	(1 394 069)
CHARGES D'IMPÔT SUR LES BÉNÉFICES	5 296 412	17 365

Pour l'exercice écoulé le 31 décembre 2022 et 2021, en vertu de l'article 54-A du Code portugais de l'impôt sur le revenu des personnes morales (IRC), l'entreprise a décidé de ne pas inclure le bénéfice imposable de la succursale d'Angola.

17.3. Détail de l'impôt différé

Le 31 décembre 2022, les actifs et les passifs d'impôt différé sont détaillés comme suit :

ACTIFS D'IMPÔT DIFFÉRÉ	SOLDE INITIAL	AUTRES VARIATIONS	APPORT	REPRISE	SOLDE FINAL
Charges non acceptées	3 229 868	209 109	321 218	(1 925 715)	1 834 480
Pertes fiscales déclarables	800 123	-	-	(800 123)	-
Autres	-	-	-	-	-
TOTAL	4 029 991	209 109	321 218	(2 725 838)	1 834 480

PASSIFS D'IMPÔT DIFFÉRÉ	SOLDE INITIAL	AUTRES VARIATIONS	APPORT	REPRISE	SOLDE FINAL
Écarts de réévaluation	730 364	47 724	-	(33 491)	744 597
Revenu imposable	1 229 963	-	597 308	(629 928)	1 197 343
Dépréciations non acceptées	-	-	462 790	-	462 790
TOTAL	1 960 327	47 724	1 060 098	(663 419)	2 404 730

Le 31 décembre 2021, les actifs et les passifs d'impôt différé sont détaillés comme suit :

ACTIFS D'IMPÔT DIFFÉRÉ	SOLDE INITIAL	AUTRES VARIATIONS	APPORT	REPRISE	SOLDE FINAL
Charges non acceptées	5 167 297	437 993	3 229 868	(5 605 290)	3 229 868
Pertes fiscales déclarables	-	-	800 123	-	800 123
Autres	-	-	-	-	-
TOTAL	5 167 297	437 993	4 029 991	(5 605 290)	4 029 991

PASSIFS D'IMPÔT DIFFÉRÉ	SOLDE INITIAL	AUTRES VARIATIONS	APPORT	REPRISE	SOLDE FINAL
Écarts de réévaluation	742 324	-	-	(11 960)	730 364
Revenu imposable	4 283 651	92 651	-	(3 146 339)	1 229 963
Dépréciations non acceptées	285 724	107 124	-	(392 848)	-
TOTAL	5 311 699	199 775	-	(3 551 147)	1 960 327

18. Instruments financiers

18.1. Bases d'évaluation

La politique de l'entreprise est de comptabiliser un actif, un passif financier ou un instrument de capitaux propres que lorsqu'il prend part aux dispositions contractuelles de l'instrument.

L'entreprise mesure au coût ou au coût amorti, diminué de toute perte de valeur, les instruments financiers ayant une échéance définie, dont les retours ont un montant fixe, un taux d'intérêt fixe sur la durée de vie de l'instrument ou un taux variable en cas de taux de référence typique du marché pour des opérations de financement (tels que, par exemple, le taux Euribor), ou incluant un *spread* sur ce taux de référence, et ne comportant aucune clause contractuelle pouvant entraîner une perte de valeur nominale et d'intérêt cumulé pour son détenteur (sauf les cas de risque de crédit).

Les contrats pour accorder ou obtenir un emprunt sur une base nette, les instruments de capitaux propres ne faisant pas appel public et dont la juste valeur ne peut être obtenue de manière fiable, ainsi que les contrats associés à ces instruments qui, lorsque exécutés donnent lieu à la livraison de ces instruments, sont aussi mesurés au coût ou au coût amorti, diminué de toute perte de valeur.

Tous les instruments financiers qui ne sont pas mesurés au coût ou au coût amorti, diminués de toute perte de valeur, sont mesurés à la juste valeur.

L'entreprise ne prend pas en compte les charges de transaction dans l'évaluation initiale de l'actif ou du passif financier mesuré à sa juste valeur avec contrepartie dans le compte de résultat.

En tant que détentrice d'un instrument financier, la politique d'évaluation ne sera pas modifiée.

18.2. Actifs et passifs financiers

Actifs financiers avec comptabilisation de pertes de valeur :

	31.12.2022		31.12.2021	
	VALEUR COMPTABLE	PERTE DE VALEUR CUMULÉE	VALEUR COMPTABLE	PERTE DE VALEUR CUMULÉE
Créances clients, compte courant	124 407 646	-	111 427 086	(1 433 772)
Créances clients, avec garanties	6 615 747	-	5 538 851	-
Créances douteuses	2 051 033	(2 051 033)	2 020 659	(2 020 659)
TOTAL	133 074 426	(2 051 033)	118 986 596	(3 454 431)

18.3. Financements obtenus

Le 31 décembre 2022 et 2021, le poste « Financements obtenus » était distribué comme suit :

FINANCEMENTS OBTENUS	31.12.2022	31.12.2021
Comptes cautionnés	10 370 976	7 957 380
Emprunts bancaires	15 763 893	20 400 104
Billet de trésorerie	25 150 000	20 000 000
Affacturage	1 302 417	1 369 859
Contrats de location-financement	15 717 147	20 714 512
Découverts bancaires souscrits	841 226	1 925 752
TOTAL	69 145 659	72 367 607

De plus, les échéances au 31 décembre 2022 et 2021 sont détaillées comme suit :

FINANCEMENTS OBTENUS 2022	COURANT	NON COURANT
Comptes cautionnés	10 370 976	-
Emprunts bancaires	4 304 643	11 459 251
Billet de trésorerie	-	25 150 000
Contrats de location-financement	7 899 170	7 817 978
Affacturage	1 302 417	-
Découverts bancaires souscrits	841 224	-
TOTAL	24 718 430	44 427 228

FINANCEMENTS OBTENUS 2021	COURANT	NON COURANT
Comptes cautionnés	7 957 380	-
Emprunts bancaires	10 612 963	9 787 141
Billet de trésorerie	-	20 000 000
Contrats de location-financement	5 793 336	14 921 176
Affacturage	1 369 859	-
Découverts bancaires souscrits	1 925 752	-
TOTAL	27 659 290	44 708 317

18.4. Participations financières enregistrées au coût et autres immobilisations financières

Les immobilisations financières dans des filiales, des sociétés associées et des entités contrôlées conjointement sont enregistrées par la méthode de la mise en équivalence (Note 9). Les autres immobilisations financières sont enregistrées au coût d'acquisition ou, dans le cas des financements accordés, à la valeur nominale. Une évaluation des immobilisations financières est effectuée lorsqu'il existe des indices que l'actif a pu perdre de la valeur, les pertes de valeur démontrées étant enregistrées comme des charges. Les revenus résultant d'immobilisations financières (dividendes ou bénéfices distribués) sont enregistrés dans le compte de résultat de l'exercice au cours duquel sa distribution est décidée et annoncée.

Le 31 décembre 2022 et 2021, le détail des participations financières enregistrées par le modèle du coût et d'autres immobilisations financières est comme suit :

	31.12.2022			31.12.2021		
	PARTICIPATION FINANCIÈRE	EMPRUNTS ACCORDÉS		PARTICIPATION FINANCIÈRE	EMPRUNTS ACCORDÉS	
		COÛT	PERTE DE VALEUR CUMULÉE		COÛT	PERTE DE VALEUR CUMULÉE
Rotas do Algarve Litoral, S.A.	-	11 412 786	(40 000)	-	11 412 786	(40 000)
Garval	1 682	-	-	1 682	-	-
Lisgarante	1 682	-	-	1 682	-	-
Norgarante	18 877	-	-	18 877	-	-
BAI - Banco Angolano de Investimentos, S.A.	341 375	-	-	341 375	-	-
Lusitânia Seguros	2 405	-	-	2 405	-	-
Edirio - Construções, S.A.	-	1 212 500	(807 058)	-	1 212 500	(854 268)
Conduril - Gestão de Concessões de Infraestruturas, S.A.	-	336 000	(336 000)	-	336 000	(336 000)
Métis Engenharia, Lda.	-	3 049 838	-	-	3 049 838	-
Urano, Lda.	-	1 259 118	-	-	1 259 118	-
Conduril Engenharia - Açores, S.A.	-	82 000	-	-	82 000	-
ENOP - Engenharia e Obras Públicas, Lda.	-	17 387	-	-	15 354	-
Titres de dette publique - non courante	4 487 960	-	-	19 880 583	-	-
Titres de dette publique - courante	19 307 548	-	-	45 410 058	-	-
Bons du Trésor - non courants	19 343 419	-	-	-	-	-
Autres - FCT	130 800	-	-	89 443	-	-
TOTAL	43 635 748	17 369 628	(1 183 058)	65 746 105	17 367 596	(1 230 268)
Autres immobilisations financières non courantes		40 514 770			36 473 375	
Autres immobilisations financières courantes		19 307 548			45 410 058	

Les titres de dette publique angolaise comprennent les titres indexés sur l'USD et l'AKZ et présentent des échéances en 2023, 2024 et 2026. Le paiement des intérêts et le remboursement du capital des titres indexés sur l'USD sont réalisés en kwanzas, mais indexés sur le taux de change de l'USD en vigueur à la date de règlement.

Les titres de dette publique de l'État angolais ont été reçus en résultat des accords de règlement d'arriérés.

Les bons du Trésor de l'Angola sont en USD et leur date d'échéance est 2026, le paiement des intérêts et le remboursement du capital étant réalisés en USD.

18.5. Charges et revenus totaux des intérêts pour les actifs et les passifs financiers

La méthode du taux d'intérêt effectif a été utilisée pour calculer le coût amorti d'un actif financier ou d'un passif financier et affecter les revenus ou les charges des intérêts au cours de l'exercice. D'après cette méthode, les revenus totaux des intérêts pour les actifs financiers et les charges totales des intérêts pour les passifs financiers sont ventilés comme suit :

— A. REVENUS D'INTÉRÊTS POUR LES ACTIFS FINANCIERS :

ACTIFS FINANCIERS	31.12.2022	31.12.2021
Dépôts en banque et titres	6 098 356	4 346 564
Autres	-	938
TOTAL	6 098 356	4 347 502

— B. CHARGES D'INTÉRÊTS POUR LES PASSIFS FINANCIERS :

PASSIFS FINANCIERS	31.12.2022	31.12.2021
Financements	3 107 862	2 198 200
Contrats de location-financement	232 976	235 808
Autres	31 242	388
TOTAL	3 372 080	2 434 396

18.6. Pertes de valeur sur actifs financiers

Dans le cas des actifs financiers qui ne sont pas mesurés à la juste valeur dans le compte de résultat, et pour lesquels on a vérifié des indices de perte de valeur, l'entreprise a évalué les respectives pertes de valeur. Compte tenu de cette évaluation, l'entreprise a reçu des indications objectives que les actifs financiers, présentés dans le tableau qui suit, présentent des pertes de valeur au cours de l'exercice :

ACTIFS FINANCIERS	31.12.2022		
	APPORT	REPRISES	AUTRES VARIATIONS
Clients	-	(1 402 743)	(655)
Autres comptes débiteurs	-	-	-
Autres actifs financiers	-	-	-
TOTAL	-	(1 402 743)	(655)

ACTIFS FINANCIERS	31.12.2021		
	APPORT	REPRISES	AUTRES VARIATIONS
Clients	1 433 772	-	36 815
Autres comptes débiteurs	-	-	-
Autres actifs financiers	-	-	-
TOTAL	1 433 772	-	36 815

18.7. Montant de capital social

Le 31 décembre 2022, l'entreprise détenait un capital social de 9 000 000 euros, entièrement souscrit et libéré. Une réduction du capital social par le biais du retrait d'actions propres à hauteur de 1 000 000 euros a eu lieu en mai 2022.

18.8. Actions représentant le capital social

Le 31 décembre 2022, le capital social était composé de 1 800 000 actions, à la valeur nominale de 5 euros chacune.

18.9. Actions propres

Les actions propres sont comptabilisées à leur valeur d'acquisition comme une réduction des capitaux propres dans le poste « Actions propres », les gains ou les pertes inhérents à leur cession étant enregistrés dans « Réserves ».

Le 31 décembre 2022, l'entreprise détient 180 000 actions propres correspondant à 10 % de son capital social. Le montant inscrit dans ce poste représente la valeur d'acquisition des actions propres acquises en 2022.

18.10. Réserves légales

Le droit commercial et les statuts de l'entreprise prévoient qu'au moins 5 % du résultat net de l'exercice doit être destiné au renforcement des réserves légales jusqu'à ce que celles-ci représentent 20 % du capital social. Ces réserves ne sont pas distribuables sauf en cas de liquidation de l'entreprise, mais peuvent être utilisées pour absorber les pertes dès que toutes les autres réserves sont épuisées ou pour être incorporées au capital.

Le 31 décembre 2022, les réserves légales étaient entièrement constituées conformément au droit commercial en vigueur et s'élevaient à 3 094 492 euros.

18.11. Affectation des résultats

Par décision de l'Assemblée générale, il a été délibéré d'affecter le résultat net de l'exercice de 2021, à hauteur de 5 782 682 euros, comme suit : réserves libres de 3 982 682 euros et dividendes de 1 800 000 euros.

19. Avantages du personnel

19.1. Avantages postérieurs à l'emploi

Le 31 décembre 2022, 123 collaborateurs bénéficiaient d'avantages postérieurs à l'emploi par rapport à des régimes à prestations définies. Le 31 décembre 2022, les opérations de l'exercice sont résumées comme suit :

CHARGES DE PENSIONS	31.12.2022	31.12.2021
Coût des services courants	604 836	442 116
Coûts des intérêts	214 773	310 142
Gains et pertes actuariels	-	-
Revenu net du fonds, déduit des intérêts nets	(144 684)	(242 375)
Autres variations	129 946	100 830
TOTAL	804 871	610 713

Le 31 décembre 2022, nous avons enregistré un déficit dans le montant d'engagements passés par rapport au montant du fonds existant à hauteur de 2 295 660 euros. Ce montant est enregistré dans le poste « Créanciers pour hausse des charges ». Les responsabilités vis-à-vis des actifs dans le scénario de solvabilité sont totalement financées.

En ce qui concerne les montants cumulés des gains et pertes actuariels, ceux-ci sont enregistrés dans le poste des capitaux propres, « Ajustements / Autres variations des capitaux propres », à hauteur de 1 954 261 euros (2021 : 5 608 562 euros).

Hypothèses utilisées pour l'étude actuarielle de 2022 et 2021 :

	HYPOTHÈSES 2022	HYPOTHÈSES 2021
Table de mortalité	TV 88/90	TV 88/90
Table d'invalidité	Swiss Re 2001	Swiss Re 2001
Âge normal de la retraite	66-70 ans	66-70 ans
Nombre de pensions dans l'année	13	13
Taux de rendement annuel des actifs	4,10 %	1,24 %
Taux de croissance des salaires	2,00 %	2,00 %
Taux de croissance des pensions	0,00 %	0,00 %
Participants	456	366
Bénéficiaires	123	122

19.2. Avantages sociaux

Le 31 décembre 2022, les charges associées à l'activité de Conduril Academy (centre agréé par les entités chargées de la formation professionnelle dans les pays où celle-ci opère), financées dans leur totalité par Conduril, sont résumées comme suit :

CHARGES ASSOCIÉES AUX PROGRAMMES DÉFINIS CONDURIL ACADEMY	31.12.2022	31.12.2021
PAAE (Programme d'alphabétisation et d'accélération scolaire) et bourses d'études	119 321	140 762
Formation technique, professionnelle, humaine et culturelle	22 176	26 393
Procédure de reconnaissance, validation et certification des compétences professionnelles	6 342	8 798
TOTAL	147 839	175 953

20. Autres informations

20.1. État et autres organismes publics

Le détail du poste « État et autres organismes publics », au 31 décembre 2022 et 2021, est le suivant :

ACTIF	31.12.2022	31.12.2021
Impôt sur le revenu des personnes physiques	-	-
Taxe sur la valeur ajoutée	12 774 220	13 238 719
Cotisations à la Sécurité Sociale	-	-
Impôt sur le revenu des personnes morales	6 948 118	4 872 154
Autres impositions	2 146 500	1 819 616
TOTAL	21 868 838	19 930 489

PASSIF	31.12.2022	31.12.2021
Impôt sur le revenu des personnes physiques	667 365	649 892
Taxe sur la valeur ajoutée	11 320 604	10 604 091
Cotisations à la Sécurité Sociale	868 493	803 946
Impôt sur le revenu des personnes morales	1 442 191	1 343 554
Autres impositions	80 388	210 783
TOTAL	14 379 041	13 612 266

20.2. Ventes et prestations de services

Les ventes et les prestations de services, au 31 décembre 2022 et 2021, se sont réparties comme suit :

	31.12.2022	31.12.2021
Marché intérieur	133 405 899	95 456 899
Marché extérieur	68 735 947	49 364 952
TOTAL	202 141 846	144 821 851

20.3. Fournitures et services extérieurs

Le poste « Fournitures et services extérieurs », au cours de l'exercice écoulé le 31 décembre 2022 et 2021, se compose comme suit :

	31.12.2022	31.12.2021
Contrats de sous-traitance	49 864 388	26 992 440
Services spécialisés	12 737 069	11 610 853
Matériaux	935 208	611 780
Énergie et fluides	2 294 750	1 336 134
Déplacements, séjours et transports	4 721 248	4 881 922
Loyers et locations	2 710 828	3 916 025
Communication	319 219	249 878
Assurances	1 016 582	1 138 009
Contentieux et notaires	26 408	52 801
Frais de représentation	52 001	1 741
Nettoyage, hygiène et confort	398 046	338 348
Autres services	654 086	1 066 211
TOTAL	75 729 833	52 196 142

20.4. Frais de personnel

Le poste « Frais de personnel », au cours de l'exercice écoulé le 31 décembre 2022 et 2021, se compose comme suit :

	31.12.2022	31.12.2021
Rémunérations des organes sociaux	1 582 290	1 137 549
Rémunérations du personnel	36 534 410	31 187 211
Avantages postérieurs à l'emploi (Note 19.1)	804 871	610 713
Indemnités	88 460	70 313
Charges sur rémunérations	5 553 255	4 783 906
Assurances accidents du travail et maladies professionnelles	1 124 130	979 697
Charges aide sociale	2 602 704	1 873 316
Autres	1 121 358	761 420
TOTAL	49 411 478	41 404 125

Au cours des exercices clos le 31 décembre 2022 et 2021, le nombre moyen d'employés était respectivement de 2 389 et 1 971.

20.5. Autres revenus

Le poste « Autres revenus », au cours de l'exercice écoulé le 31 décembre 2022 et 2021, se compose comme suit :

	31.12.2022	31.12.2021
Revenus supplémentaires	3 380 086	3 526 965
Escomptes obtenus pour paiement comptant	22 592	20 044
Différences de change favorables	4 848 106	6 950 687
Gains de stocks	70 701	36 521
Revenus d'autres investissements financiers	2 031	2 444 584
Revenus d'investissements non financiers	1 430 231	272 935
Intérêts perçus	6 098 356	4 347 502
Dividendes perçus	320 416	41 627
Corrections relatives à des exercices précédents	48 880	51 318
Revenus contractuels	185 401	445 323
Autres	394 709	1 149 656
TOTAL	16 801 509	19 287 162

20.6. Autres charges

Le poste « Autres charges », au cours de l'exercice écoulé le 31 décembre 2022 et 2021, se compose comme suit :

	31.12.2022	31.12.2021
Impôts et taxes	3 196 766	1 349 963
Escomptes attribués pour paiement comptant	53	2 153
Créances irrécouvrables	25 288	828
Différences de change défavorables	3 658 325	3 596 480
Charges et pertes dans des investissements non financiers	134 426	120 272
Corrections relatives à des exercices précédents	195 249	2 875 425
Autres	705 147	313 506
TOTAL	7 915 254	8 258 627

20.7. Résultats financiers

Les résultats financiers se composent comme suit :

CHARGES ET PERTES DE FINANCEMENT	31.12.2022	31.12.2021
Charges d'intérêts	3 340 838	2 434 008
Autres charges et pertes de financement	1 529 016	893 458
TOTAL	4 869 854	3 327 466

20.8. Compte de régularisation

Les charges et les produits constatés d'avance se composent comme suit :

CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE	31.12.2022	31.12.2021
Charges à comptabiliser - assurances	712 789	608 972
Autres	57 775	86 674
TOTAL	770 564	695 646

PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE	31.12.2022	31.12.2021
Produits à comptabiliser – NCRF 19	2 655 546	1 154 145
Produits à comptabiliser – bénéfices opérations intérieures	67 780	144 342
TOTAL	2 723 326	1 298 487

20.9. Autres comptes débiteurs et autres comptes créditeurs

Le poste « Autres comptes débiteurs », au 31 décembre 2022 et 2021, se compose comme suit :

	31.12.2022	31.12.2021
Fournisseurs soldes débiteurs	613 678	478 534
Avances aux fournisseurs	898 063	794 744
Débiteurs divers – parties liées	13 849 972	14 907 336
Débiteurs pour hausse des revenus	14 608 750	14 278 546
Acomptes sur ventes	49 751	49 751
Personnel	27 314	49 007
Débiteurs divers	2 724 598	7 767 480
TOTAL	32 772 125	38 325 398

Le montant concernant les « Débiteurs pour hausse des revenus » est lié, surtout, à l'application de la méthode du pourcentage d'avancement, conformément à la règle comptable NCRF 19 – « Contrats de construction ».

Le poste « Autres comptes créditeurs », au 31 décembre 2022 et 2021, se compose comme suit :

	31.12.2022	31.12.2021
Clients soldes créditeurs	33 673	35 099
Personnel	1 426 529	1 718 481
Fournisseurs d'investissements	258 535	530 005
Créanciers pour hausse des charges – rémunérations	2 510 523	2 178 518
Créanciers pour hausse des charges – autres	6 458 716	6 363 447
Créanciers divers – parties liées	2 470 022	2 983 656
Créanciers divers	724 153	1 257 298
TOTAL	13 882 151	15 066 504

20.10. Proposition d'affectation des résultats

Conformément aux dispositions légales et statutaires, à la politique de juste rémunération du capital investi et au renforcement de sa solvabilité, le Conseil d'administration propose que le résultat net de l'exercice, à hauteur de 7 238 296 euros, soit distribué comme suit :

- Dividendes : 1 620 000 euros, ce qui correspond à 1,00 euros par action ;
- Autres réserves : 5 618 296 euros.

21. Informations à fournir imposées par des dispositions légales

L'entreprise n'a aucune dette envers l'État, au titre du décret-loi n° 534/80, du 7 novembre.

En application du Code portugais des Régimes contributifs du système de prévoyance de la Sécurité Sociale, la situation de l'entreprise au regard de la Sécurité Sociale est en règle, dans les délais impartis par la loi.

Informations supplémentaires pour les entités visées à l'article 2, paragraphe 1, point h) et à l'article 9, paragraphe 4, tous les deux du décret-loi n° 158/2009, du 13 juillet, tel que modifié par le décret-loi n° 98/2015, du 2 juin :

21.1. Chiffre d'affaires net ventilé par marchés géographiques

	31.12.2022	31.12.2021
Portugal	134 601 782	97 955 784
Angola	34 079 797	22 656 981
Mozambique	9 109 552	7 478 129
Zambie	6 998 278	3 351 332
Malawi	17 352 437	11 964 151
Gabon	-	1 415 474
TOTAL	202 141 846	144 821 851

21.2. Honoraires du Contrôleur légal des comptes

En 2022, les honoraires du Contrôleur légal des comptes se sont élevés à 27 400 euros (2021 : 26 250 euros).

L'administration,

Le comptable certifié,



Gabon



CHAP. 04

Rapport et avis du Conseil de surveillance





Conseil de surveillance

EXERCICE DE 2022

Mesdames et Messieurs les Actionnaires,

Le décès du président du Conseil d'administration de Conduril, M. António Luís Amorim Martins, s'impose comme une triste nouvelle. Avec le respect dû à son auteur, ces Comptes annuels 2022 s'ouvrent avec un poème – beau, stimulant et, avant tout, responsabilisant. M. Amorim Martins qui, un jour, a écrit qu'il aimerait adopter comme sienne la « boutade » de « devenir poète par vocation et ingénieur par nécessité », aurait certainement approuvé le message transmis.

En application des dispositions légales, le Conseil de surveillance présente ci-après son rapport et donne son avis sur le rapport de gestion, le bilan, les comptes et la proposition d'affectation des résultats qui lui ont été présentés par le Conseil d'administration de Conduril - Engenharia, S.A., concernant l'exercice clos le 31 décembre 2022.

RAPPORT

Dans l'exercice de ses fonctions, le Conseil s'est réuni régulièrement et a suivi l'activité sociale et l'évolution des affaires de Conduril - Engenharia, S.A., tout en veillant et en assurant le respect de la loi et des statuts, afin de prendre connaissance des actes pris par le Conseil d'administration, qui a toujours fourni les précisions demandées.

Toujours dans l'exercice de ses fonctions, le Conseil a soigneusement examiné le rapport de gestion présenté par le Conseil d'administration, le bilan, le compte de résultat, les flux de trésorerie et les variations des capitaux propres, concernant l'exercice clos le 31 décembre 2022, ainsi que l'annexe et ses notes explicatives. Ces documents sont considérés en bon ordre et, dans son ensemble, donnent une image fidèle de l'activité développée et de la situation patrimoniale.

Dans le cadre de sa compétence, le Conseil a été informé des travaux qui ont été développés au cours de l'année par le cabinet d'audit, il a obtenu de celui-ci les renseignements et les précisions, fournies par sa représentante, nécessaires à la surveillance du contrôle légal et des documents de reddition des comptes, il a pris acte du rapport respectif de conclusions et de recommandations d'audit envoyé au Conseil d'administration, et il a examiné la certification légale des comptes, document qui mérite son accord par rapport à sa teneur.

Également dans le cadre de sa compétence, le Conseil marque son accord concernant les méthodes comptables et les critères d'évaluation utilisés.

Eu égard à ce qui précède, le Conseil considère que le rapport de gestion, le bilan, le compte de résultat, les flux de trésorerie et les variations des capitaux propres permettent, dans leur ensemble, la bonne compréhension de la situation financière de Conduril - Engenharia, S.A. au 31 décembre 2022, et des résultats de l'exercice clos à cette date, et considère également que les dispositions légales et statutaires ont été respectées.

Finalement, le Conseil souhaite, à l'image du Conseil d'administration, remercier les collaborateurs pour leur engagement et dévouement.

Ainsi, le Conseil de surveillance est de l'

AVIS

1. que le rapport de gestion, le bilan, les comptes et leurs annexes, concernant l'exercice clos le 31 décembre 2022, soient approuvés,
2. que la proposition d'affectation des résultats comprise dans le rapport de gestion, dans les termes présentés par le Conseil d'administration, soit approuvée.

Fait à Ermesinde, le 17 mars 2023

LE CONSEIL DE SURVEILLANCE

Júlio Gales Ferreira Pinto

Jorge Manuel Silva Tavares

Deolinda Paula Baptista Nunes



Portugal



Certification
légale des
comptes





Certification légale des comptes

Rapport sur l'audit des états financiers

—• OPINION

Nous avons procédé à l'audit des états financiers ci-joints de Conduril - Engenharia, S.A. (l'entité), qui comprennent le bilan au 31 décembre 2022 (présentant un total de 387 663 604 euros et un total de capitaux propres de 207 958 159 euros, incluant un résultat net de 7 238 296 euros), le compte de résultat par nature, l'état des variations des capitaux propres et le tableau des flux de trésorerie pour l'année écoulée à cette date, ainsi que les notes annexées aux états financiers comprenant une synthèse des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers ci-joints reflètent fidèlement, dans tous leurs aspects essentiels, la situation financière de Conduril - Engenharia, S.A. au 31 décembre 2022, ainsi que sa performance financière et ses flux de trésorerie pour l'année écoulée à cette date, conformément aux Normes comptables et d'information financière adoptées au Portugal à travers le Système de normalisation comptable.

—• FONDEMENTS

Notre audit a été mené conformément aux normes internationales d'audit (ISA) et aux autres normes et orientations techniques et éthiques de l'ordre portugais des contrôleurs légaux des comptes (OROC, Ordem dos Revisores Oficiais de Contas). En vertu de ces normes, nos responsabilités sont décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur concernant l'audit des états financiers » ci-dessous. Conformément à la loi, nous sommes indépendants de l'entité et répondons à toutes les exigences éthiques du code d'éthique de l'ordre portugais des contrôleurs légaux des comptes.

Nous sommes convaincus que les éléments probants d'audit sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

—• RESPONSABILITÉS DE L'ORGANE DE GESTION ET DE L'ORGANE DE SURVEILLANCE CONCERNANT LES ÉTATS FINANCIERS

L'organe de gestion est responsable de :

- la préparation d'états financiers reflétant fidèlement la situation financière, la performance financière et les flux de trésorerie de l'entité conformément aux Normes comptables et d'information financière adoptées au Portugal à travers le Système de normalisation comptable ;
- l'établissement du rapport de gestion en conformité avec les dispositions légales et réglementaires applicables ;
- la création et maintenance d'un système de contrôle interne approprié afin de permettre la préparation d'états financiers exempts d'inexactitudes significatives, en raison de fraudes ou d'erreurs ;
- l'adoption de critères et de méthodes comptables appropriés au vu des circonstances ; et
- l'évaluation de la capacité de l'entité à maintenir ses opérations, en diffusant, le cas échéant, les questions pouvant soulever des doutes sérieux concernant la continuité des activités.

L'organe de surveillance est responsable de la procédure de préparation et de publication de l'information financière de l'entité.

—• RESPONSABILITÉS DE L'AUDITEUR CONCERNANT L'AUDIT DES ÉTATS FINANCIERS

Notre responsabilité est d'obtenir une assurance raisonnable sur le fait que l'ensemble des états financiers sont exempts d'inexactitudes significatives, en raison de fraudes ou d'erreurs, et d'établir un rapport présentant notre opinion. On entend par « assurance raisonnable » un niveau élevé de sécurité, mais non la garantie qu'un audit mené conformément aux normes ISA détectera toujours l'existence d'inexactitudes significatives. Ces inexactitudes peuvent provenir de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées significatives lorsque l'on peut raisonnablement attendre qu'elles, seules ou combinées, peuvent influencer les décisions économiques prises par les utilisateurs ayant pour base ces états financiers.

Dans le cadre d'un audit conforme aux normes ISA, nous portons des appréciations professionnelles avec une attitude de scepticisme professionnel au cours de l'audit et nous :

- identifions et évaluons les risques d'inexactitude significative des états financiers, en raison de fraudes ou d'erreur, nous définissons et exécutons des procédures d'audit répondant à ces risques, et nous obtenons des éléments probants d'audit suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque qu'une inexactitude significative ne soit pas détectée en raison de fraudes est plus élevé qu'en raison d'erreurs, une fois que les fraudes peuvent impliquer des collusions, des falsifications, des omissions intentionnelles, de fausses déclarations ou des chevauchements avec le contrôle interne ;
- obtenons une compréhension du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées au vu des circonstances, mais non pour exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité ;
- évaluons l'adéquation des méthodes comptables utilisées et le caractère raisonnable des estimations comptables et des informations correspondantes fournies par l'organe de gestion ;
- apprécions l'adéquation de l'utilisation, par l'organe de gestion, du principe de la continuité et, sur base des éléments probants d'audit, s'il existe une incertitude significative liée à des événements ou des conditions pouvant soulever des doutes sérieux quant à la capacité de l'entité à maintenir ses activités. Si nous concluons qu'il existe une incertitude significative, nous devons attirer l'attention dans notre rapport sur ces informations dans les états financiers ou, si celles-ci ne sont pas appropriées, changer notre opinion. Nos conclusions sont fondées sur les éléments probants d'audit obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Néanmoins, des événements ou des conditions futurs peuvent conduire l'entité à cesser ses activités ;
- évaluons la présentation, la structure et le contenu global des états financiers, y compris les informations, et si ces états financiers reflètent les transactions et les événements sous-jacents afin d'attendre une présentation appropriée ;
- communiquons avec les responsables de la gouvernance, entre autres, la portée et le calendrier prévu de l'audit, ainsi que les conclusions significatives de l'audit, y compris tout manquement significatif de contrôle interne identifié au cours de l'audit.

Notre responsabilité inclut également la vérification de la concordance entre l'information figurant au rapport de gestion et les états financiers.

Rapport sur d'autres exigences juridiques et réglementaires

—• SUR LE RAPPORT DE GESTION

En application de l'article 451, paragraphe 3, point e) du Code portugais des sociétés commerciales, nous sommes d'avis que le rapport de gestion a été préparé en conformité avec les exigences juridiques et réglementaires applicables en vigueur, que l'information y figurant est conforme aux états financiers qui ont fait l'objet d'audit et que, compte tenu de la connaissance et de l'évaluation faite sur l'entité, nous n'avons pas identifié d'inexactitudes significatives.

Fait à Porto, le 16 mars 2023

Crowe & Associados, SROC, Lda.
Représenté par Ana Raquel Borges L. Esperança Sismeiro, CLC
Registre OROC n° 1126
Registre CMVM n° 20160738



CONDURIL - ENGENHARIA, S.A.

Avenida Eng.º Duarte Pacheco, n.º 1835
4445-416 Ermesinde – Portugal
T. +351 229 773 920
geral@conduril.pt

CONDURIL ANGOLA

Rua 2 IL (ao Largo do Ambiente)
Município de Ingombota – Luanda – Angola
T. +244 929 637 913/9
expgeralluanda@conduril.pt

CONDURIL MOÇAMBIQUE

Estrada Nacional n.º 4, Tchumene 2,
Parcela 3380/12 – Matola – Moçambique
T. +258 203 004 71
delegacao@conduril.co.mz

CONDURIL ZÂMBIA

Plot 3817 Martin Mwamba Road
PO Box 473 P/Bag E891 Manda Hill
Lusaka – Zambia
T. +260 211 291 441
zambia@conduril.pt

CONDURIL MALAWI

Plot BC 922 House 5, Area Mandala
PO Box 907
Blantyre – Malawi
T. +265 994 956 884
malawi@conduril.pt